
LES CAHIERS DE LA COOPERATION
FRANÇAISE AU VIETNAM

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

SITUATION, ENJEUX
ET PROGRAMMES DE COOPÉRATION



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La rédaction de ce cahier a été coordonnée par M. François Geay, agronome, assistant technique du Ministère des Affaires étrangères pour le compte du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France en République socialiste du Vietnam.

Ont activement participé à la préparation de ce document les experts résidents au Vietnam des organisations suivantes :

Agence française de développement (AFD)

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET)

Institut de recherche pour le développement (IRD)

Mission Economique de Hanoi (ME)

Vétérinaires sans frontières (VSF)

CONCEPTION ET IMPRESSION

Me Co. Ltd.
T+T DESIGN

tntdesignco@hotmail.com



AVANT-PROPOS

Depuis la fin des années 80, le Vietnam est entré dans un cycle de réformes économiques et institutionnelles touchant l'ensemble de ses secteurs d'activités. Dans le domaine agricole, ces réformes portent sur l'organisation de la sphère de production (décollectivatisation et reconnaissance de l'économie familiale) et sur ses relations avec le marché (libéralisation du commerce intérieur et du transport, libre entreprise).

Ces réformes ont connu d'incontestables succès parmi lesquels une forte croissance de la production agricole, un extraordinaire développement des exportations et une réduction sensible de la pauvreté des populations rurales. Mais les conditions qui ont sous-tendu cette croissance (pénurie généralisée sur le marché intérieur, opportunités d'exportation) ont changé et de nouveaux défis apparaissent.

Portée par la croissance des revenus, la demande intérieure se diversifie et l'exigence des consommateurs pour des produits de qualité s'accroît. Par ailleurs, l'ouverture accrue au commerce international (Asian Free Trade Agreement, négociations en vue de l'intégration à l'Organisation Mondiale du Commerce) accentue la compétition commerciale à laquelle les produits vietnamiens doivent faire face. La petite agriculture familiale vietnamienne, malgré son dynamisme, paraît mal préparée et trop peu organisée pour faire face à ces enjeux de compétitivité et de qualité. Enfin, le processus rapide d'urbanisation et de développement économique fait émerger de nouvelles questions sur l'équité du développement (redistribution de la croissance, lutte contre la pauvreté) et l'aménagement du territoire (compétition pour les ressources, disparité régionale du développement, différentiel croissant entre zones urbaines et zones rurales).

La France, forte d'une riche histoire agricole, a développé de nombreux savoir-faire en matière de développement, d'organisation de son agriculture et de ses terroirs agricoles. L'agriculture française reste fondée sur un modèle d'unités de production familiale. Sa modernisation est le fruit d'un dialogue constant entre les pouvoirs publics et les agriculteurs représentés par leurs organisations professionnelles. Notre pays dispose en conséquence d'une expérience et de compétences originales pour apporter son soutien au Vietnam dans son effort de développement agricole et rural.

La Coopération française est présente au Vietnam avec une très large palette d'outils, qui lui permet d'être présente dans l'ensemble du secteur. Ses actions, qui s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement vietnamien, sont menées dans un esprit de partenariat, de dialogue et de renforcement des intérêts mutuels. Les voies d'amélioration de la productivité sont abordées de manière globale en tenant compte, au plus près des conditions locales, de leur appropriabilité par la plus grande partie des producteurs, notamment les plus défavorisés, et de leur empreinte environnementale. Ces principes de base guident les interventions françaises dans ce domaine.

Après un rapide rappel du contexte de l'agriculture et du développement rural au Vietnam, le lecteur trouvera dans ce document une description des thèmes et des priorités d'action de la France. A la fin de ce document, la liste des programmes et projets récents et en cours, illustre l'engagement de notre pays aux côtés du Vietnam et au soutien de la modernisation et du développement durable de son agriculture et de sa société rurale.

Très cordialement
Antoine POUILLIEUTE

Antoine POUILLIEUTE
Ambassadeur de France au Vietnam

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
SITUATION ET ENJEUX	4
Une agriculture familiale, dynamique, mais peu organisée	4
Essor de la production, enjeu de la qualité	5
Les défis du développement de la société rurale	6
Environnement et biodiversité : des atouts menacés ?	7
LES OUTILS DE LA COOPÉRATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET RURAL	9
La coopération technique et institutionnelle	9
L'appui aux investissements	9
La recherche agronomique pour le développement	10
La formation en agriculture et en agro-alimentaire	11
LES AXES D'INTERVENTION DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU VIETNAM	12
Améliorer l'efficience des filières agro-industrielles	12
Comprendre et accompagner le développement du marché intérieur	12
Promouvoir la transformation agro-alimentaire et les politiques de qualité	13
Appuyer la définition des politiques agricoles et de développement rural	14
Innover pour un développement durable	15
Favoriser la modernisation des institutions et des services	17
Améliorer les infrastructures rurales	18
RÉPERTOIRE SECTORIEL DES ACTIONS RÉCENTES ET EN COURS	19
Les projets de l'Agence Française de Développement (AFD)	19
Les projets du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)	21
Les projets du Ministère des Affaires étrangères (MAE)	21
Les programmes de partenariat scientifique et universitaire	22
Les actions des organisations de solidarité internationale	24
Les soutiens des collectivités locales et autres administrations françaises	26
LISTE ALPHABÉTIQUE DES SIGLES DES PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU VIETNAM	28
PUBLICATIONS RÉCENTES	30
Ouvrages généraux	30
Etudes sectorielles	31
LES CAHIERS DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU VIETNAM	42



SITUATION ET ENJEUX

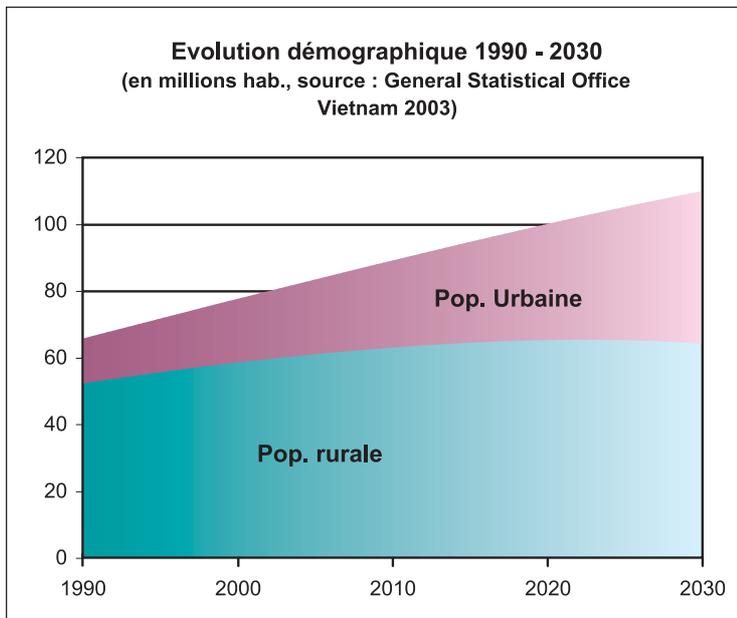
UNE AGRICULTURE FAMILIALE, DYNAMIQUE, MAIS PEU ORGANISÉE

La société vietnamienne est encore très majoritairement rurale : à peine un quart de la population vit actuellement en zone urbaine contre 40% en moyenne en Asie de l'Est. L'urbanisation et les migrations de population ont longtemps été contrôlées et ces phénomènes semblent n'avoir pris une certaine ampleur que récemment. Une urbanisation croissante semble inéluctable au Vietnam mais cette évolution dépend tout autant de l'évolution de l'activité économique urbaine que de la capacité du secteur agricole et rural à se restructurer.

De fait, la production agricole constitue l'activité économique principale d'une douzaine de millions de familles rurales. Relancée par les réformes économiques des années 80, cette agriculture paysanne a fait en dix ans la preuve de son dynamisme et de son efficacité pour produire les vivres nécessaires aux besoins du pays, dégager des surplus marchands et, dans certains cas, prendre des positions dominantes sur les marchés internationaux.

Les effets de ces réformes structurelles semblent aujourd'hui trouver leurs limites. La forte individualisation de petites unités familiales de production, le morcellement du foncier et la compétition pour les ressources constituent d'importantes contraintes pour le développement des échanges et la modernisation du secteur. Dans un contexte d'ouverture croissante aux marchés internationaux, le maintien de la compétitivité du secteur constitue un défi important qui nécessite d'adapter les structures actuelles de production aux nouveaux enjeux de la libéralisation économique. L'alternative qui consisterait à favoriser la constitution de grosses unités de production à forte utilisation de capital est en effet peu compatible avec la réalité démographique du pays : la population rurale ne devrait pas connaître de décroissance avant 2020 et il est d'ici là impératif de favoriser l'emploi d'une main d'œuvre abondante que ne sauraient absorber les autres secteurs de l'économie.

L'agriculture familiale constitue donc un atout formidable qui a permis au pays de satisfaire sa demande interne croissante et de s'imposer comme un acteur majeur sur plusieurs marchés. Elle représente en même temps un défi social majeur en termes d'emploi et de lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi la définition d'un cadre permettant la modernisation de cette agriculture et son adaptation continue aux nouveaux enjeux de l'économie est essentielle. Cette adaptation nécessite la mise au point de nouvelles pratiques agricoles, de nouveaux services de conseil et de financement pour leur adoption et de nouveaux modes d'organisation de la production pour un meilleur accès des producteurs aux marchés. Elle passe par le renforcement et l'adaptation des services d'appui : approvisionnement en intrants, gestion des réseaux d'irrigation et de drainage, conseil vétérinaire et épidémiologie, contrôle sanitaire et qualité des produits, commercialisation, accès diversifiés au crédit, information sur les marchés...



RECHERCHE AGRONOMIQUE ET CONSEIL AGRICOLE : DES RÉFORMES INDISPENSABLES

L'intensification des systèmes de production dépend des capacités de la recherche agronomique à innover sur le plan technique, à mieux prendre en compte les particularités locales de production et à mieux coordonner ses travaux aujourd'hui confiés à une multitude d'institutions (une trentaine d'instituts de recherche, dont 25 sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, auxquels s'ajoutent 12 universités agronomiques majoritairement sous la tutelle du Ministère de l'Education et de la Formation).

Le dispositif de conseil agricole, mis en place au milieu des années 90, reste quant à lui incomplet : si toutes les provinces vietnamiennes possèdent un Centre de Vulgarisation agricole, seuls 80% des 510 districts ruraux disposent d'une station de vulgarisation et 60% des 8.950 communes disposeraient d'au moins un conseiller agricole ; au niveau villageois, la présence d'un conseiller technique ne concerne encore que quelques localités. La faiblesse des moyens matériels, surtout à partir du district, est flagrante. Enfin, les agents de vulgarisation n'ont pratiquement jamais reçu de formation initiale spécifique et ne bénéficient que trop rarement des formations de mise à niveau technique et méthodologique qui leur seraient utiles.

Les producteurs et les autres acteurs des filières agricoles doivent pouvoir jouer un rôle important dans ces processus d'intensification et d'organisation de l'agriculture. Les expériences d'organisations de producteurs ou de filières de production, comme les organisations interprofessionnelles par exemple, restent encore marginales pour des raisons qui tiennent autant

à des facteurs historiques (faibles performances économiques de la production agricole collective de 1960 à 1980), qu'à des raisons légales (difficulté d'application de la loi coopérative de 1996, seul texte en vigueur en matière d'organisation de producteurs), et de manière générale en raison d'un manque d'appui et d'information sur ces sujets.

ESSOR DE LA PRODUCTION, ENJEU DE LA QUALITÉ

Principales productions végétales en 2002

Produit	Surface	Production
Riz	7,485,000 ha	34,050,000 t
Maïs	810,500 ha	2,315,000 t
Soja	160,000 ha	201,500 t
Arachide coque	245,000 ha	397,000 t
Café vert	470,000 ha	688,700 t
Caoutchouc sec	418,400 ha	300,700 t
Canne à sucre	320,000 ha	17,640,000 t
Anacardes	235,000 ha	127,400 t
Noix de coco	147,000 ha	840,000 t
Thé	98,000 ha	90,000 t
Poivre	43,500 ha	51,100 t
Fruits*	500 000 ha	3 500 000 t
Légumes frais*	595,000 ha	7,600,000 t

(source : Faostat ; * estimation)

Principales productions animales en 2002

Produit	Effectif	Production
Bovins et buffles	1,040,000	201,500 t
Vaches laitières	56,000	78,500 t
Porcins	24,933,498	1,655,000 t
Caprins	360,500	5,400 t
Volailles	297,500,000	384,000 t
Poissons		1,550,000 t
Crustacés		211,000 t
Mollusques		184,500 t

(source : Faostat)

L'agriculture vietnamienne montre un dynamisme remarquable, tant pour satisfaire les besoins croissants du marché intérieur que pour approvisionner des filières d'exportation en plein développement. La croissance du secteur a été d'autant plus forte que les performances agricoles étaient particulièrement faibles à l'issue de la période collective.

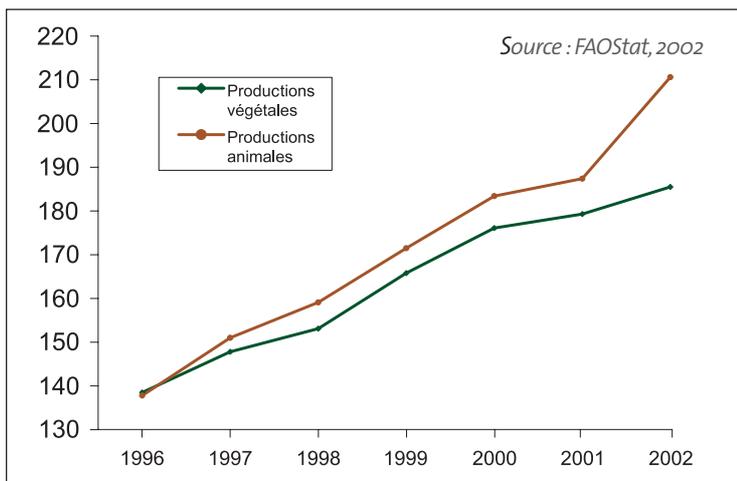
Au cours des dix dernières années, le développement des productions agricoles est avant tout le fruit d'une formidable augmentation de la production par unité de surface au sein de petites exploitations familiales indépendantes. Depuis la libéralisation économique, et avec le renforcement de leur sécurité alimentaire, les producteurs ont largement diversifié leurs activités vers des productions plus rentables que la riziculture. Ainsi le maïs, les cultures oléo-protéagineuses, les fruits et les légumes ont-ils connu un essor très important, notamment à proximité des marchés urbains.



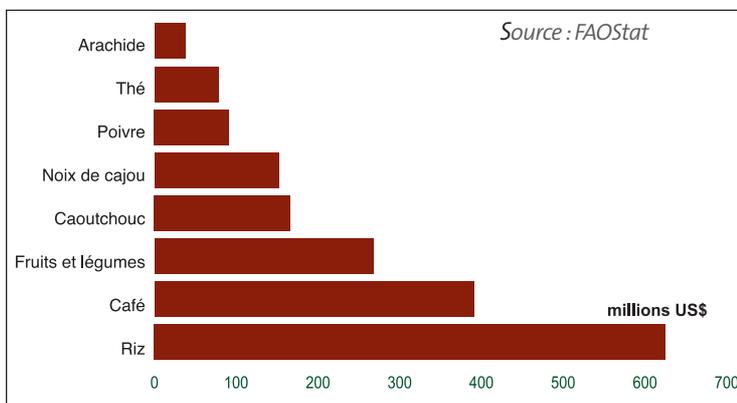
LA PRODUCTION RIZICOLE : UN DES SYMBOLES DE L'ESSOR DES PRODUCTIONS AGRICOLES VIETNAMIENNES

Le riz est naturellement le premier symbole qui vient à l'esprit pour illustrer l'importante croissance de la production. Tout juste autosuffisant il y a moins de quinze ans, le Vietnam est devenu le 5^e producteur mondial et le 2^e exportateur de riz avec près de 15% du marché international. Sa production est en grande partie concentrée dans les deltas du Mékong et du fleuve Rouge qui assurent respectivement 50% et 20% de la production nationale et la quasi-totalité des exportations.

EVOLUTION DE L'INDICE DES PRODUCTIONS AGRICOLES



VALEUR FOB DES PRINCIPALES EXPORTATIONS AGRICOLES EN 2001



L'augmentation rapide du niveau de vie entraîne des évolutions sensibles des comportements alimentaires, notamment dans les centres urbains, avec une diversification des produits consommés et une exigence accrue de qualité. Le sous-secteur de l'élevage, aquaculture incluse, en est une parfaite illustration puisqu'il a connu la plus forte croissance au sein du secteur agricole durant la dernière décennie. La demande nationale en produits animaux est le principal moteur de cette croissance. La consommation de produits carnés augmente actuellement à un rythme annuel de 8,5%, les produits aquacoles de 6,1% et les produits laitiers de 7,7%. En réponse aux besoins du marché, le secteur de l'élevage est caractérisé par la prédominance des filières porc et poisson, tandis qu'émergent actuellement les filières de production laitière et volailles. Sous réserve d'un maintien de la croissance économique actuelle et d'une évolution maîtrisée des prix sur les marchés nationaux et internationaux, le développement des productions animales devrait se poursuivre au cours de la prochaine décennie. En 20 ans (1991-2010), la production de viande de porc devrait augmenter de 150%, celle de volailles de 100%, celle de bœuf de 30%¹. Cette extension ne sera possible que par une intensification raisonnée des systèmes d'élevage, qui ne devra pas se faire au détriment de l'environnement et de la qualité des produits.

L'INTENSIFICATION NÉCESSITE DES CHOIX STRATÉGIQUES

Dans un contexte de ressources foncières limitées, l'essor des productions agricoles passe notamment par une intensification par unité de surface. Pour cela, la mise au point de nouveaux itinéraires techniques adaptés et originaux est nécessaire. Les systèmes développés dans les pays industrialisés, dans des contextes physiques et humains très différents, ne peuvent fournir de solutions directement utilisables et durables.

La satisfaction de la demande en protéines animales, par exemple, nécessite une intensification de la production qui implique une approche intégrée de l'ensemble des facteurs de production au sein du système d'élevage, afin d'identifier les principaux facteurs limitants : terres, travail, qualités intrinsèques de l'animal. Compte tenu des caractéristiques du Vietnam (forte contrainte foncière et abondance de main-d'œuvre), il est pertinent d'agir sur l'amélioration de la productivité des animaux (contrôles de performances, programme d'alimentation, schémas d'amélioration génétique des races locales).

¹ Source : ACIAR, 2001

La recherche doit parallèlement travailler à l'analyse des impacts sociaux et écologiques de ces processus et proposer des solutions techniques qui permettent de diminuer le coût de l'intensification tout en répondant aux demandes sociétales de la prochaine décennie (production accrue, qualité alimentaire améliorée, environnement préservé, équilibre social maintenu, recul de la pauvreté). L'étude des connaissances traditionnelles et l'évaluation de leurs performances constituent un préalable indispensable à la mise au point de ces nouveaux itinéraires techniques.

L'essor des cultures pérennes est en partie lié à l'ouverture de nouvelles zones économiques et à l'organisation des migrations pour leur mise en valeur. L'exemple du café et de son développement exceptionnel dans les Hauts-Plateaux du Centre du pays illustre à la fois les dynamiques en œuvre et les risques encourus. Le Vietnam est ainsi devenu en quelques années le 2^e exportateur mondial de café par une extension rapide des surfaces plantées et une intensification technique jugée aujourd'hui excessive par de nombreux observateurs. Après quelques années de revenus exceptionnels, cette production est confrontée à une baisse dramatique des cours mondiaux. Dans ce contexte de crise, le café Robusta vietnamien, de qualité moyenne, s'apprécie mal sur les marchés à l'export ce qui se traduit par une baisse importante de revenus pour des exploitations agricoles par ailleurs peu diversifiées. S'ajoutent

les effets négatifs sur l'environnement qui hypothèquent considérablement la durabilité de ce type de développement.

D'autres productions végétales, pour lesquelles le Vietnam est également devenu un acteur majeur, semblent connaître des développements plus favorables. Il s'agit notamment du poivre, des noix de cajou et, dans une moindre mesure de l'hévéa. La production sucrière, jusqu'à présent considérée comme stratégique, a connu en dix ans une exceptionnelle croissance grâce aux efforts importants du gouvernement pour la promotion de la production et de la transformation de la canne à sucre. Ce secteur traverse actuellement une crise importante que les subventions publiques ont longtemps masquée. La réorganisation du secteur et l'amélioration de sa compétitivité représentent, dans un contexte d'ouverture accrue, un enjeu vital pour son avenir.

AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ PAR LA QUALITÉ : UN DÉFI MAJEUR POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES

Le Vietnam a considérablement augmenté son volume de production agricole dans la dernière décennie. L'un des grands défis qui se pose aujourd'hui à son agriculture est celui de l'amélioration de la qualité des productions pour répondre aux exigences croissantes des consommateurs, tant sur les marchés nationaux que sur les marchés d'exportation. La qualité d'un produit agricole s'apprécie différemment d'un marché à l'autre, et le goût des vietnamiens est parfois éloigné des standards occidentaux. Il s'agit donc d'apporter une réponse diversifiée à ces exigences de qualité des productions agricoles, tout en améliorant leur compétitivité économique.

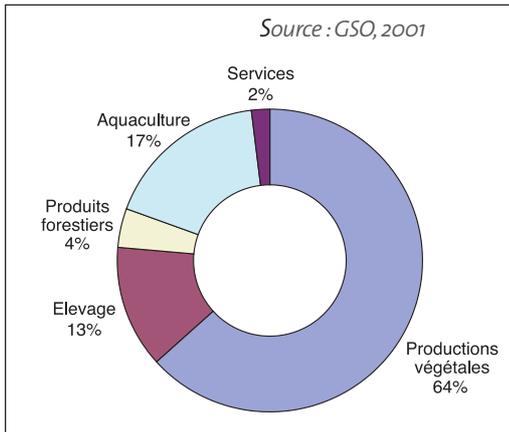
LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ RURALE

Avec 23,6% de contribution au produit national brut, l'agriculture reste un élément important de l'économie du Vietnam, même si sa part relative décroît lentement au profit des autres secteurs économiques. Les exportations agricoles, tous produits confondus y compris ceux issus de l'exploitation forestière et de l'aquaculture, représentent plus de 32% des exportations du pays. L'activité agricole affiche un taux de croissance annuelle de l'ordre de 3,5 - 4%, satisfaisant quoique très inférieur à la moyenne de l'économie nationale (7 % en 2001 et 2002). Le secteur agricole entre en effet dans une nouvelle

période de transition particulièrement complexe. La première difficulté concerne l'abondance de la main d'œuvre en zone rurale, pour une surface agricole utile relativement limitée. Le monde rural représente encore aujourd'hui plus de 76% de la population totale, dont la moitié a moins de 20 ans. Le simple accroissement annuel de cette population rurale ne peut être intégralement absorbé par les villes compte tenu de leur dynamique d'évolution actuelle. L'activité agricole elle-même peine à valoriser cette main d'œuvre surabondante dont on estime qu'elle n'est occupée qu'à 75% de son potentiel.



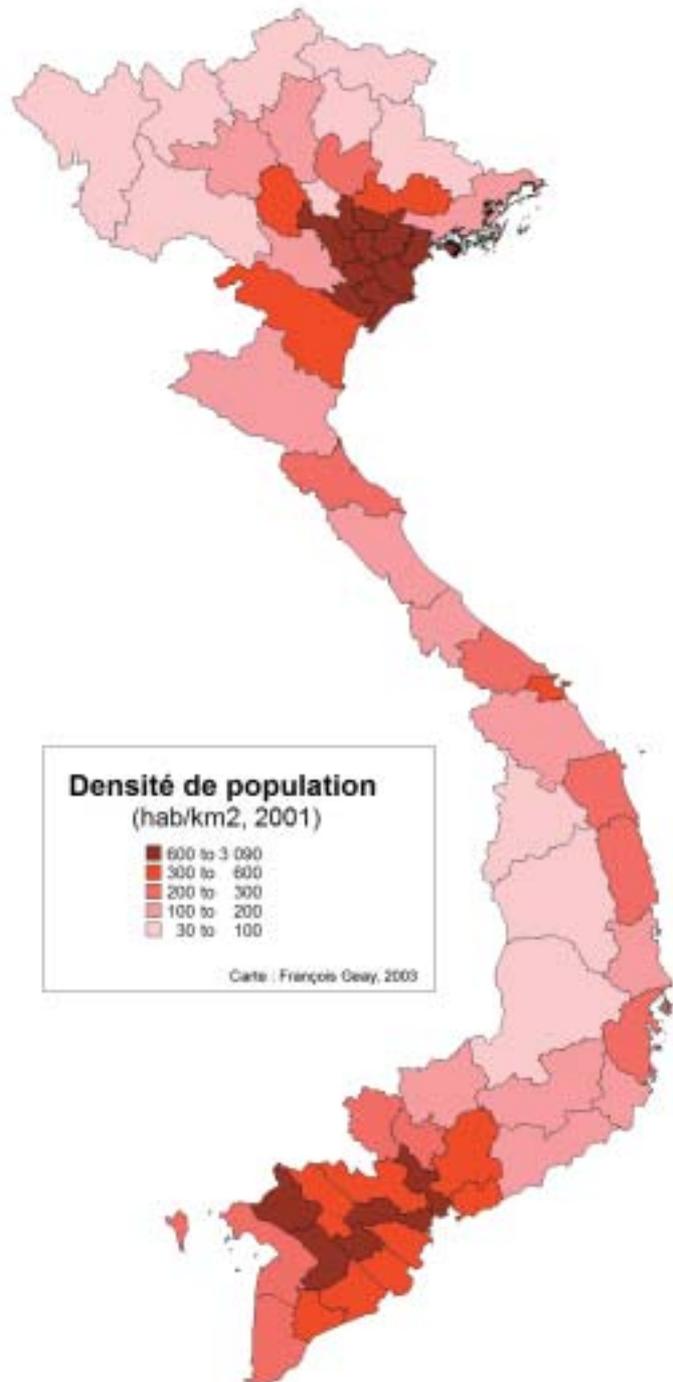
RÉPARTITION DES SOUS-SECTEURS AGRICOLES EN VALEUR



TENSIONS SUR LE FONCIER...

L'accès au foncier devient particulièrement délicat pour les jeunes générations dans des zones déjà très densément peuplées : de 400 à 1.000 habitants par km² dans les zones intensives de plaine et presque toujours plus de 50 habitants par km² dans les zones les plus marginales. La loi foncière de 1993 s'est traduite par une redistribution équitable des terres agricoles mais également par une amélioration des modalités de tenure foncière pour les agriculteurs : extension des droits d'usage à 20 ans pour les terres de cultures annuelles et 50 ans pour les terres de cultures pérennes, avec droits de succession familiale et de cession. Cette sécurisation foncière est particulièrement favorable à l'amélioration de la productivité des terres mais elle ne peut qu'amplifier les tensions sur l'accès à la terre dans un contexte de marché foncier encore mal codifié.

La gestion de l'espace est devenue un enjeu crucial qui nécessite une attention particulière, que ce soit au niveau des marges urbaines pour le maintien d'une agriculture saine et durable ou en zone de montagne pour concilier activités agricoles et respect des écosystèmes forestiers.



Le développement des activités industrielles et artisanales en zones rurales constitue un défi important pour accroître la valeur ajoutée de la production agricole et absorber une main d'œuvre rurale abondante et largement sous-employée. Actuellement, l'activité agro-industrielle de transformation accompagne principalement le développement de produits d'exportation comme le café, le thé, le manioc, les produits aquacoles ou de certains produits consommés localement comme le sucre ou le coton. Il s'agit dans la plupart

des cas de filières en cours de structuration avec une forte intervention de l'Etat. Des progrès importants restent cependant à faire dans ce domaine pour adapter les structures actuelles aux enjeux de l'ouverture des marchés : fidéliser les approvisionnements en matières premières, accroître la concertation entre producteurs et industriels, améliorer les performances économiques et commerciales, mettre en place les procédures nécessaires pour la traçabilité et le contrôle de la qualité des produits, etc.

DES PRODUITS AGRICOLES À VALORISER

De nombreux produits sont encore peu ou pas valorisés par l'industrie agro-alimentaire, en particulier tous les produits vivriers (fruits et légumes en particulier, mais également les produits d'élevage familial...) qui relèvent généralement d'une filière sans acteur industriel « naturel » ou historique. Ces produits dépendent encore pour la plupart de filières artisanales ou familiales apportant une faible valeur ajoutée aux produits initiaux et ne répondant que partiellement aux exigences en forte évolution du marché. La demande manifeste des consommateurs, urbains en particulier, pour des produits de qualité constitue le moteur d'un tel développement mais ne suffira sans doute pas à donner tout l'élan nécessaire. Une réflexion de fond sur le développement de l'activité non agricole en zone rurale est indispensable pour définir les conditions nécessaires à l'installation et à l'investissement, les besoins de formation, les formes d'organisation de ces petites et moyennes entreprises.

Le développement rural passe également par la poursuite de l'effort important réalisé ces dernières années par le Gouvernement en matière d'infrastructures rurales. La quasi-totalité des communes dispose désormais des infrastructures de base en matière d'éducation et de santé. Plus de 4 communes sur 5 ont accès au

réseau électrique primaire. En revanche, moins d'une commune sur deux a accès à l'eau potable en l'an 2000 et l'amélioration des voies de circulation, condition indispensable au développement des échanges, nécessite encore des investissements considérables.

LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL : UN SECTEUR-CLÉ POUR LA POURSUITE DU PROCESSUS DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le Vietnam a enregistré d'exemplaires résultats en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté durant la dernière décennie. Globalement, tout vietnamien vit beaucoup mieux aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Mais l'écart de richesse entre zone urbaine et zone rurale tend à s'accroître. Entre 1994 et 1999, selon des chiffres officiels², le revenu moyen en ville a connu un accroissement exceptionnel de l'ordre de 130% ; cet accroissement n'est « que » de 60% sur la même période dans les campagnes. En 2001, on considère que 17% des ménages vietnamiens vivent en dessous du seuil de pauvreté : cela correspond à un ménage sur trois en zones montagneuses contre 8% des ménages en zone urbaine. Les coûts d'accès élevés aux zones marginales expliquent largement cette différenciation régionale. La répartition des fruits de la croissance est le produit d'une réflexion stratégique, fonction des contraintes d'aménagement du territoire et de l'analyse socio-économique des avantages comparatifs.

Le rôle économique de l'agriculture est donc bien supérieur au niveau représenté par sa contribution au PNB. Ce secteur d'activité est fondamental dans la vie économique et sociale des populations rurales, sa fonction est essentielle dans la mise en valeur du territoire, son impact environnemental affecte les conditions de vie de l'ensemble de la population. Une attention plus forte envers les spécificités des zones rurales est

indispensable pour valoriser les investissements du gouvernement et les contributions de l'aide publique au développement. Cet effort doit se faire dans le cadre d'un véritable plan de développement du secteur rural veillant aux principes généraux de croissance économique, de dynamisme social, de respect environnemental et de rééquilibrage en faveur des régions les plus défavorisées.

² General Statistic Office, Vietnam, 2001.



ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITÉ : DES ATOUTS MENACÉS ?

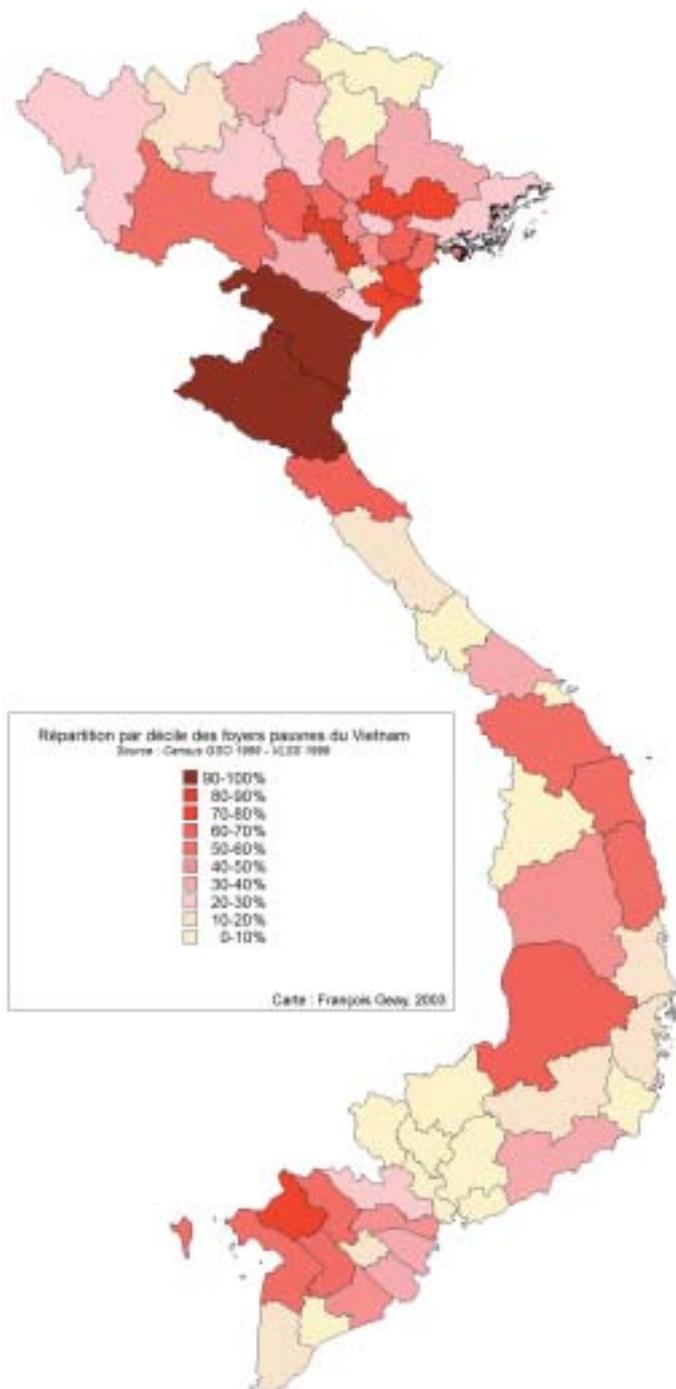
Les particularités géographiques du Vietnam constituent une contrainte importante pour sa mise en valeur et son développement. Étendus sur 1.600 km du nord au sud entre les latitudes 8°

et 23°, les reliefs de collines et de montagnes couvrent 75% de la superficie nationale. Deux grandes zones de delta, celui du fleuve Rouge au Nord et du Mékong au Sud, ainsi qu'une série de petites plaines dans l'étroite bande littorale du centre du pays, concentrent l'essentiel de la population.

Naturellement, cette situation physique particulière constitue également un atout en matière de diversité agro-écologique. La variété des climats et des situations topographiques permet une large gamme de cultures (tempérées/tropicales, humides ou semi-arides, irriguées/pluviales) et de systèmes de production (niveaux multiples d'intégration et de diversification des activités agricoles). Les zones de reliefs favorisent un important couvert forestier naturel et l'implantation de cultures pérennes. La longueur de la façade maritime et le réseau hydrographique intérieur autorisent une grande diversité de productions aquatiques.

Le « croisement » entre relief, climat et distance au littoral, sans oublier la diversité du peuplement ethnique, crée des situations spécifiques de terroirs agraires au sein desquels les populations ont progressivement adapté les modalités de leur production agricole. Ainsi les agriculteurs locaux ont-ils sélectionné au fil des années de nombreuses variétés adaptées à chaque type de situation locale de production et à chaque mode traditionnel de consommation. Ces processus de sélection, d'adaptation et de conservation ont permis la mise en valeur d'une importante biodiversité.

Cet environnement n'en reste pas moins extrêmement fragile. La valorisation de ces ressources naturelles constitue un délicat exercice d'équilibre, souvent malheureusement rompu par l'activité humaine. L'intensification non raisonnée des productions, l'exploitation minière des zones marginales, dans certains cas la destruction totale de l'environnement naturel hypothèquent à terme tout développement durable. On assiste par exemple à un net recul des forêts naturelles – le couvert forestier a diminué d'un tiers depuis 1945, effet direct des conflits destructeurs durant cette période mais également résultat d'une gestion inadaptée du secteur – sans que l'impact en soit parfaitement évalué sur le climat, les phénomènes d'érosion, les risques d'inondation, etc.



EROSION, USAGES DES SOLS ET PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

L'érosion est la première cause de dégradation des sols dans le monde. Elle est particulièrement importante dans les paysages de collines très récemment défrichées du bassin supérieur du fleuve Rouge au nord du Vietnam. L'érosion a pour effet de réduire la fertilité des sols, de diminuer les superficies agricoles, de participer à la pollution des sols et de l'eau, de combler les retenues d'eau, etc.

La gestion de l'eau et des sols à l'échelle du bassin versant est reconnue aujourd'hui comme une solution pour protéger la forêt mais aussi pour conserver les terrains agricoles, développer une agriculture durable et préserver la biodiversité. Des solutions techniques existent et doivent être testées en prenant en compte les stratégies agricoles individuelles et collectives. Elles devront être accompagnées par des politiques adaptées, en particulier sur les modes de mise en valeur des terres.

Pour des besoins de productivité à court terme, la recherche agronomique a souvent privilégié l'introduction directe de races exotiques qui s'imposent rapidement face aux races locales. Les variétés très productives d'origine étrangère tendent ainsi à se généraliser, au risque de voir totalement disparaître les anciennes variétés

locales, qui présentent pourtant des caractères spécifiques bien adaptés aux divers milieux naturels du Vietnam. Ces nouvelles variétés étrangères, peu nombreuses, sont de surcroît parfois hybrides donc souvent difficiles à produire par les agriculteurs eux-mêmes.

DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES NATURELLES ENCORE MAL ÉVALUÉES

Le potentiel réel des ressources génétiques locales reste encore mal évalué ainsi que leur intérêt pour des productions dont la typicité et l'adaptation à leur environnement pourraient à court terme devenir des atouts essentiels. Sur l'ensemble du territoire, plus de 50 ethnies valorisent des écosystèmes différenciés : bas-fonds, plateaux, flancs et crêtes. Les systèmes de polyculture-polyélevage, souvent en autarcie communautaire, associent de manière complexe une grande diversité d'espèces domestiques (bovins, bubalins, équins, porcins, caprins, volailles) en équilibre avec leur environnement naturel.

Outre la destruction des milieux et la surexploitation commerciale de la biodiversité (déforestation, braconnage), les systèmes « modernes » non raisonnés favorisent un petit nombre de variétés ou de races hautement productives, mais plus exigeantes en intrants divers, aux dépens de variétés ou de races locales souvent plus rustiques et mieux adaptées à leurs écosystèmes naturels.

« VIETNAM, PAYS DE TERRE ET D'EAU »

L'eau, dont l'importance est capitale pour ce pays, n'est pas exempte de menace. Parfois dangereusement surabondante dans certaines zones, elle peut cruellement manquer à d'autres. Sa qualité se dégrade, particulièrement en zones agricoles périurbaines et en zones rurales denses, du fait d'une utilisation déraisonnable d'intrants chimiques et de la concentration d'activités polluantes, sans que soient imposés des dispositifs de traitement des rejets. La bonne gestion d'une eau de qualité constitue donc, et de manière parfois paradoxale étant donnée l'apparente abondance de cette ressource, un enjeu majeur pour le Vietnam.



LES OUTILS DE LA COOPÉRATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET RURAL

LA COOPÉRATION TECHNIQUE ET INSTITUTIONNELLE

En matière d'appui institutionnel, la France apporte son soutien à plusieurs programmes de formation et de développement. Ce soutien, généralement sous forme de dons, se fait principalement au travers d'une aide projet financée par le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) du Ministère des Affaires étrangères. Les projets financés dans ce cadre sont de l'ordre de 1 à 2 millions d'euros pour une durée moyenne de trois ans. On peut citer à titre d'exemple le Projet d'appui à l'organisation de la production agricole dans le nord du Vietnam (PAOPA) qui a contribué à l'activité de deux programmes de référence en

matière de recherche et développement en agriculture : le Programme Fleuve Rouge (PFR) et le programme Systèmes Agraires de Montagne (SAM).

Certains de ces projets, financés sur FSP, visent le renforcement de collaborations régionales comme le Projet de développement durable de l'agriculture périurbaine en Asie du Sud-Est dont l'objectif est d'améliorer les capacités des institutions publiques et des acteurs privés travaillant dans le secteur agricole périphérique des cités de Hanoi, Ho-Chi-Minh-Ville, Phnom Penh et Vientiane.

UN OUTIL DE FINANCEMENT DE PETITS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Fonds Social de Développement (FSD) permet de financer des petits projets pilotes (moins de 100.000 euros sur un ou deux ans) mis en œuvre par des autorités locales ou des associations. Les thèmes d'action privilégiés relèvent de la réduction de la pauvreté et la lutte contre les inégalités.

Tous ces projets privilégient une approche locale et participative en plaçant les populations cibles au cœur du processus d'innovation et de développement. Les leçons tirées de ces expériences de terrain peuvent ainsi être mises à disposition du plus grand nombre et alimentent la réflexion sur la façon d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de développement adaptées au milieu local.

Ces projets fortement ancrés sur le terrain sont complétés, à une échelle régionale ou nationale, par des études sectorielles commandées par l'Agence Française de Développement (sucre, hévéa, produits forestiers, riz, produits oléagineux...) ou dans le cadre du nouveau projet d'appui à la décision et la définition des politiques agricoles (projet MISPA, financement FSP).

La Mission Economique est quant à elle le relais du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales dans le cadre de coopérations institutionnelles avec le Ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement Rural et le Ministère de la Pêche. Elle intervient également au cas par cas dans le règlement de crises sanitaires. Enfin, la Mission Economique propose deux types d'outils financiers pouvant être appliqués aux secteurs agricole et agroalimentaire :

- * Le FASEP, qui a pour vocation de financer des études de faisabilité en amont des projets ;
- * La Réserve Pays Emergents, permettant de faire bénéficier à un maître d'ouvrage vietnamien, par l'intermédiaire du Ministère des Finances, d'un prêt à taux bonifié destiné à financer des projets validés par le Ministère du Plan et de l'Investissement.

Enfin, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), dont le secrétariat est assuré par l'Agence Française de Développement, peut contribuer, par le biais de subventions, à la prise en charge des coûts liés au traitement d'externalités négatives sur l'environnement global dans le cadre d'un projet.

L'APPUI AUX INVESTISSEMENTS

Les interventions évoquées ci-dessus accompagnent des interventions de plus grande envergure et à vocation directe d'appui au secteur productif de différentes filières agricoles.

L'Agence Française de Développement (AFD) prend ici le relais du Ministère des Affaires étrangères pour financer sur prêts concessionnels la modernisation et le développement des



Projet de développement de la canne à sucre dans la province de Tay Ninh.
Construction d'une route secondaire - Photo OG – AfD

grandes filières de production agricole. Sur requête du Ministère du Plan et de l'Investissement, l'AFD peut instruire des projets de quelques dizaines de millions d'Euros permettant de réaliser les investissements productifs souhaités par le Gouvernement. Ces prêts au Gouvernement vietnamien sont généralement rétrocédés par le Ministère des Finances à des compagnies publiques nationales en charge d'un secteur d'activité (comme Vietnam Cotton Company, Vinacafé, ou encore la General Rubber Corporation...) ou à des compagnies provinciales (Compagnie sucrière de Quang Ngai, Compagnie sucrière de Tay Ninh ...). Ces financements peuvent également couvrir les besoins d'investissement en infrastructures, soit sur des projets d'importance nationale, directement mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et du développement rural, soit également sur projets provinciaux en accompagnement d'autres investissements productifs.

Enfin, l'appui de l'AFD au secteur financier a permis d'augmenter les ressources de crédit à moyen et long terme de la Banque du Vietnam pour l'agriculture et le développement rural (BVADR) qui peut, à son tour, répondre aux besoins de financement des agriculteurs.

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT



Projet de développement de la canne à sucre dans la province de Tay Ninh
Périmètre irrigué de Tan Hung - Photo OG – AfD

La recherche dans le secteur agricole et rural est particulièrement importante et diversifiée, aussi bien en recherche fondamentale qu'en applications pour le développement. Elle utilise trois pôles d'intervention : le Centre de coopération internationale de recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Institut de recherche pour le Développement (IRD) et des ONG impliquées dans des démarches de recherche appliquée. Ces organismes associent dans leurs activités au Vietnam des centres internationaux de recherche agronomique (IRRI, IWMI, AVRDC), d'autres structures françaises comme l'INRA et l'IFREMER. Les recherches ainsi conduites sont en général incluses dans des réseaux internationaux permettant à l'agriculture vietnamienne de bénéficier des réflexions, méthodes et acquis de la



recherche les plus récents. Les partenaires vietnamiens sont des institutions de recherche du Ministère de l'agriculture et du développement rural (VASI, NISF, RIFAV, NIAH, NIVR) et du Ministère de la Science, de la technologie et de l'environnement (CNSSH, CNSNT), des universités agricoles mais aussi des services de développement nationaux, provinciaux ou des districts.

Le CIRAD a signé un accord cadre en 2000 avec le Ministère de l'agriculture et du développement

rural. Actuellement, une vingtaine de chercheurs sont en poste au Vietnam. Ses différents programmes de recherche sont axés sur l'élevage (y compris l'aquaculture), la biodiversité animale domestique et sauvage, l'agriculture périurbaine, les cultures fruitières, l'analyse économique des filières de production, la sociologie de la consommation, la diversification des activités agricoles et l'agro-écologie (au sein du programme Systèmes Agraires de Montagne - SAM).

UN OUTIL ORIGINAL : LE PÔLE DE COMPÉTENCE EN PARTENARIAT « PRISE »



Le Pôle de recherche sur l'intensification des systèmes d'élevage (PRISE) est un dispositif de recherche en partenariat qui vise à répondre aux défis de l'intensification des productions animales. Il favorise la concertation entre des chercheurs français du Cirad, des chercheurs vietnamiens de l'Institut National d'Élevage (NIAH) et d'autres structures de recherche pour analyser les dynamiques en cours sur l'intensification des systèmes d'élevage et proposer des itinéraires techniques innovants et durables.

Ce pôle de compétences tente de répondre aux grands enjeux du développement des activités d'élevage en faisant des productions animales un moteur de l'emploi rural, en augmentant la valeur ajoutée de l'élevage, et en organisant les filières pour en améliorer la compétitivité face aux productions concurrentes.

PRISE travaille sur 5 axes thématiques de recherche centrés sur trois filières animales (porc, lait et poisson) : amélioration de la productivité rurale ; intensification raisonnée de l'élevage ; qualité des produits animaux ; biodiversité et génétique adaptée ; organisation des filières animales.

L'IRD est également actif au Vietnam et participe à deux importants programmes de recherche agronomique. Le premier concerne les systèmes agraires de montagne (volet régional du programme SAM). Le second programme étudie l'impact des stratégies agricoles sur l'érosion et la fertilité des sols. L'IRD est par ailleurs le partenaire scientifique du programme Fasevie (production d'aliments de complément et éducation nutritionnelle) qui associe deux autres partenaires : une organisation non gouvernementale française, le GRET, et l'institut vietnamien de la nutrition.

Le GRET anime depuis le début des années 90 avec le département des systèmes agraires de l'Institut vietnamien des sciences agronomiques (VASI) le Programme Fleuve Rouge qui s'attache à étudier et accompagner l'évolution des systèmes agraires du bassin du fleuve Rouge. D'autres ONG y participent comme Vétérinaires sans Frontières, Agriculteurs Français et Développement International, ainsi que Cirad, l'IRD et l'Inra. Comme tous les autres programmes scientifiques, le Programme Fleuve Rouge contribue à la formation scientifique de nombreux chercheurs des institutions vietnamiennes partenaires.

LA FORMATION EN AGRICULTURE ET EN AGRO-ALIMENTAIRE

Les curriculums vietnamiens de formation universitaire dans les domaines agronomiques et agro-alimentaires restent pour l'instant très académiques. Il n'existe par exemple pas de partenariat établi entre les universités et les industries agro-alimentaires implantées au Vietnam. Les étudiants ont encore trop rarement l'opportunité de réaliser des stages en situation professionnelle au cours de leur formation.

Dans ce domaine, l'objectif de l'intervention française est donc d'effectuer un véritable transfert de savoir-faire, de technologies nouvelles, de supports techniques et de formations afin de former des cadres opérationnels qui contribueront à l'augmentation des débouchés dans le secteur agro-alimentaire sur les marchés locaux et internationaux.

Dans cet esprit, et à la demande des autorités vietnamiennes, le département des productions animales de l'Université de Tours a adapté son DESS « Productions animales, environnement, hygiène et qualité » au contexte socio-économique local et en collaboration étroite avec des formateurs locaux et des professionnels des filières porcine et aviaire. Cette formation de DESS est dispensée à l'Université de l'agriculture et des forêts de Ho-Chi-Minh-Ville depuis 2001, avec un soutien pédagogique de l'Université de Tours. Un jumelage des deux diplômes pourrait être

prochainement envisagé afin de pouvoir permettre à des étudiants français de venir en stage dans des entreprises vietnamiennes et inversement.

Dans le même esprit, un projet de création à Ho-Chi-Minh-Ville d'un centre de formation aux métiers de l'agro-alimentaire est à l'étude. Il visera la formation continue aux techniques modernes de l'agroalimentaire de techniciens spécialisés et d'agents de maîtrise, qualifications qui font actuellement défaut au Vietnam.

On signalera également l'initiative de l'ONG française Handicap International-Action Nord Sud qui mène un programme original de formation initiale, visant à réformer les curriculums des écoles internats des minorités ethniques et à accompagner l'installation des jeunes diplômés.

Il faut enfin évoquer les bourses d'études accordées chaque année par l'Ambassade de France soit, en moyenne sur les 5 dernières années, une dizaine de bourses dont près de la moitié pour la réalisation de thèses de doctorat. Enfin, un effort important est porté à la formation professionnelle continue des partenaires vietnamiens des programmes de recherche et de développement, qui se traduit par exemple par l'attribution par le Cirad d'une vingtaine de bourses de stage de courte durée en France chaque année.





LES AXES D'INTERVENTION DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU VIETNAM

AMÉLIORER L'EFFICIENCE DES FILIÈRES AGRO-INDUSTRIELLES



Projet de développement de la canne à sucre dans la province de Tay Ninh
Usine de Bourbon Tay Ninh - Photo OG – AfD

La place de l'agriculture dans l'économie nationale justifie pleinement l'attention portée au renforcement de l'efficacité économique des principales filières de production et, en particulier, toutes les filières agro-industrielles. Celles-ci contribuent directement à la balance commerciale du pays soit en produisant des matières premières en substitution à des produits d'importation : c'est le cas du sucre, du coton, ou des oléagineux, soit en produisant dans un objectif d'exportation : c'est le cas du riz, du café, de l'hévéa, des produits aquacoles...

La France participe au développement de certaines de ces filières et les prêts de l'Agence Française de Développement contribuent en particulier à cet objectif par des soutiens à la modernisation des filières sucre, café, coton et hévéa. Par ailleurs, ces projets d'investissement bénéficient parfois d'appui technique faisant intervenir des opérateurs français.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DE LA CANNE À SUCRE DANS LA PROVINCE DE TAY NINH

Située au sud du Vietnam, cette province est depuis longtemps une zone de production sucrière suivant des techniques artisanales et a donc attiré des investissements industriels. A côté de sucreries d'État comme Tanisugar et la sucrerie Bien Hoa, la province a accueilli le groupe réunionnais Bourbon qui a construit une usine de traitement de la canne à sucre en partenariat avec la société Tanisugar. L'investissement industriel dans la province est estimé à 130 millions US\$.

Afin de rentabiliser ces investissements industriels, et en particulier de satisfaire les besoins en matière première des usines, il était indispensable d'augmenter la superficie plantée en canne à sucre et d'en améliorer les rendements. Le renforcement des infrastructures routières et hydrauliques pour la desserte des usines et l'irrigation des cultures s'avéraient également nécessaires. Le projet financé par l'Agence Française de Développement recouvre ces trois objectifs (extension des zones cultivées par la mise en place de crédit agricole, infrastructures hydrauliques et infrastructures routières).

Parallèlement, le Ministère français des Affaires étrangères a mis à disposition du Ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement Rural un financement pour la réalisation d'une étude sectorielle permettant de faire le point sur le programme national sucrier et de faire des propositions sur la stratégie générale concernant ce secteur.

APPUI À LA FILIÈRE HÉVÉA



Plantation industrielle d'hévéa
Projet Geruco
Photo OG – AfD

Le Vietnam est depuis longtemps un grand producteur de caoutchouc grâce à l'introduction des premiers plants d'hévéas par Alexandre Yersin au siècle dernier. La production est organisée autour de deux systèmes de production complémentaires : les grandes plantations industrielles d'une part et les petits planteurs d'autre part.

Les problèmes rencontrés par la filière hévéicole sont comparables à ceux d'autres filières : faible niveau technique des petits planteurs, inadéquation des techniques de production aux petites plantations familiales, faible organisation des producteurs et de la filière aval, accès à un crédit long terme adapté au cycle de production de l'hévéa... Toutes ces difficultés affectent la compétitivité de cette filière presque exclusivement tournée vers le marché international.

L'appui français à la filière prend différentes formes. L'Agence Française de Développement intervient auprès de la compagnie générale de caoutchouc du Vietnam (Geruco) pour le développement de 8 compagnies industrielles des Hauts-Plateaux et en appui aux petits planteurs dans le cadre du Projet de Diversification Agricole (ADP), cofinancé avec la Banque Mondiale. Le Ministère des Affaires étrangères français participe également au projet ADP par la mise à disposition de deux assistants techniques spécialisés en conseil et organisation agricole. En complément de ces interventions, l'AFD a également financé un diagnostic de la filière qui a fait l'objet d'une présentation à l'occasion du second Forum Economique et Financier Franco-Vietnamien.

COMPRENDRE ET ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Les prévisions démographiques pour le Vietnam à l'horizon 2020 sont de l'ordre de 100 millions d'habitants dont 40% vivant en zone urbaine. Cette population, dont le niveau de vie augmente rapidement, constitue un formidable marché, jusqu'à présent négligé aux profits des marchés internationaux, pourtant deux fois moins importants en valeur et beaucoup plus fluctuants.

La compréhension des évolutions de la consommation est indispensable pour l'adaptation continue des productions aux marchés. Le contexte de libéralisation de l'économie vietnamienne voit l'émergence d'un nouvel acteur économique, le consommateur, dont les exigences évoluent et s'affirment. La qualité constitue un facteur de plus en plus

déterminant dans les achats de produits alimentaires. Par ailleurs, dans un contexte de baisse constante du taux d'autoconsommation, les filières commerciales jouent un rôle croissant dans la transmission des besoins de consommation aux producteurs. Caractérisées par leur atomisation, ces filières sont efficaces pour l'alimentation à bas coût des consommateurs, mais ne valorisent pas suffisamment les efforts menés pour améliorer la qualité des produits. La mise en place de nouveaux dispositifs d'information, de concertation et de contrôle visent cet objectif de valorisation ; ils impliquent les différents acteurs de la consommation, des filières et des pouvoirs publics.



QUALITÉ NUTRITIONNELLE, RISQUES SANITAIRES ET CONFIANCE



Répondre à la demande des consommateurs ne relève pas seulement d'enjeux économiques. Il s'agit d'y répondre de façon responsable en incluant des objectifs de santé publique (les intoxications alimentaires sont nombreuses, les maladies dites « d'excès » progressent alors que persiste la malnutrition) et des préoccupations d'ordre social et culturel (modifications des modèles de consommation).

Pour suivre l'ensemble de ces évolutions, l'approche de la consommation au Vietnam doit adapter ses objets et ses méthodes. Ainsi la consommation alimentaire, posée actuellement essentiellement en terme de besoins, doit également être traitée à travers la demande, la perception de la qualité et du risque sanitaire et nutritionnel, et le développement de la confiance du consommateur. L'objectif est d'éclairer les comportements des consommateurs et le processus de construction sociale de la qualité.

L'approche développée par une équipe du Cirad en partenariat principal avec le Centre National des Sciences Sociales et Humaines relève de la sociologie (sociologie de l'alimentation, sociologie du risque) et de l'économie (économie des conventions). Elle passe par trois étapes : (i) l'identification des tendances d'évolution des modèles alimentaires de la population vietnamienne ; (ii) l'analyse des comportements et des perceptions des consommateurs face aux risques sanitaires et nutritionnels et (iii) l'étude de la perception des signes de qualité actuellement émis.

COMPRENDRE ET AMÉLIORER L'ORGANISATION DES FILIÈRES ALIMENTAIRES DOMESTIQUES

Évaluer la capacité des filières à répondre à la demande des consommateurs nécessite l'utilisation de nouveaux outils sur la représentation des flux de produits, les négociations entre acteurs, l'information et l'évaluation des risques. Les filières légumes à destination de Hanoi et Ho-Chi-Minh-Ville sont analysées dans le cadre du projet SUSPER sur l'agriculture périurbaine, et du pôle MALICA, avec l'Institut des Fruits et Légumes (Rifav), le Département des Systèmes Agraires du VASI et l'Université Agricole et Forestière de Ho-Chi-Minh-Ville. Les premiers résultats montrent l'importance des zones périurbaines pour l'approvisionnement en légumes-feuilles, essentiels dans la consommation. Cependant cette production de proximité est menacée par l'urbanisation qui renchérit le coût du foncier et crée de multiples pollutions. Des bassins d'approvisionnement plus éloignés (régions de Dalat et Son La) ont des avantages spécifiques pour une production régulière de légumes tempérés à destination des grands centres urbains. Cependant, le marché des légumes de Hanoi reste dépendant quatre mois par an des importations de Chine, avec des hausses de prix de l'ordre de 100%.

Les informations collectées sur les marchés ont permis de repérer des couples d'avantages comparatifs produits/régions à renforcer par des actions techniques et commerciales. Par ailleurs, l'analyse a montré l'intérêt de nouveaux dispositifs de circulation de l'information et de contractualisation entre vendeurs et acheteurs, ainsi que des associations de producteurs pour être en position de négocier avec les acheteurs et promouvoir les efforts menés sur la qualité des produits.

PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE ET LES POLITIQUES DE QUALITÉ

Avec l'amélioration sensible du niveau de vie et une urbanisation croissante, le secteur agro-alimentaire vietnamien, potentiellement créateur d'emploi et de valeur ajoutée, devrait connaître un développement important dans les prochaines années. L'expansion récente et rapide de la consommation des produits laitiers, par exemple, montre combien les habitudes de consommation peuvent rapidement évoluer au Vietnam. Mais l'enjeu se situe également au niveau de l'exportation, avec une mise à niveau nécessaire des processus actuels de transformation aux standards internationaux. La France est le deuxième investisseur étranger au Vietnam dans le secteur agro-alimentaire. Des

entreprises françaises se sont implantées au Vietnam avec succès (Proconco, Bourbon, Vittel, Evialis). L'allégement des formalités administratives et la volonté du gouvernement vietnamien de favoriser ce secteur ouvrent de nouvelles perspectives pour les investissements nationaux et internationaux. Il est toutefois nécessaire de préparer les futurs acteurs du développement de cette agro-industrie encore émergente. L'approche privilégiée par les partenaires de la coopération française est axée sur la formation d'ingénieurs et de techniciens, en étroite collaboration avec les professionnels du secteur installés au Vietnam.

LA FORMATION AUX MÉTIERS DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

De nombreuses actions de coopération ont été menées depuis le début des années 90 dans le domaine de l'appui au secteur agro-alimentaire au Vietnam. Elles ont porté sur : la formation d'enseignants-chercheurs en France ; la reformulation des programmes d'enseignement ou l'appui à la mise en place de nouvelles formations d'ingénieurs ; quelques actions de recherche, en particulier dans le cadre des formations en France en Master ou doctorat. La création d'un centre franco-vietnamien des métiers de l'agro-alimentaire est à l'étude par un consortium d'universités françaises en partenariat avec les universités de Thu Duc et Can Tho, pour valoriser ces acquis tout en répondant à une triple préoccupation : participer au développement technologique du secteur agro-industriel vietnamien ; accompagner l'investissement français au Vietnam ; identifier les opportunités de coopération industrielle et économique et pouvoir disposer d'une vision prospective de ce secteur à l'échelon national et régional.

Le processus de transformation agro-alimentaire est inséparable de la notion de qualité. Dans ce domaine également, la France bénéficie d'un important savoir-faire et d'une longue expérience. On pense naturellement ici aux nombreuses appellations d'origine, indications géographiques et autres labels de qualité défendus par les organisations professionnelles françaises. Le développement de démarches

qualité dans les marchés intérieurs a déjà été mentionné, notamment pour les légumes et les produits animaux. La sécurité sanitaire des aliments est également une condition sine qua non d'accession au marché international, notamment en ce qui concerne les produits animaux, en particulier en raison d'une sensibilité croissante des consommateurs des pays développés au risque alimentaire.



LA PROMOTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PROTÉGÉES (IGP)

Une coopération dans le domaine des Indications Géographiques et de la lutte contre les contrefaçons a été mise en place entre la France et le Vietnam. Amorcée par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche en 1996, elle est mise en oeuvre sur le terrain depuis 1998 par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac avec l'appui sur place de la Mission économique.

Cette coopération a pour objectif de sensibiliser les autorités vietnamiennes au concept d'Indications Géographiques et d'Appellations d'Origine Contrôlées, et d'accompagner le pays dans la démarche de reconnaissance et de gestion d'Appellations d'Origine au niveau national, non seulement pour des produits locaux, mais aussi pour la protection d'appellations étrangères sur le sol vietnamien. Par le renforcement des champs de protection réciproques d'appellations locales et étrangères, elle intervient ainsi de façon active dans la lutte contre les contrefaçons de produits locaux ou communautaires.

Elle a abouti en juin 2001 à la délivrance par l'Office National de la Propriété Industrielle des certificats de reconnaissance des deux premières Appellations d'Origine vietnamiennes : le Nuoc Mam de Phu Quoc et le Thé Shan de Moc Chau. En mai 2002, le Cognac devenait la première Appellation d'Origine étrangère officiellement reconnue au Vietnam, au cours d'une cérémonie présidée par le Vice Ministre du Commerce. Depuis, des entreprises vietnamiennes ont dû cesser d'utiliser l'appellation "Cognac" sur leurs produits. En 2003, la partie vietnamienne a franchi une étape supplémentaire en officialisant le système de gestion et de contrôle de l'Appellation d'Origine Nuoc Mam de Phu Quoc, lors d'un colloque organisé par le Ministère de la Pêche. Ce système, qui reste encore à mettre en place sur le terrain, permettra à terme de faire reconnaître au niveau international cette célèbre appellation vietnamienne.

TRAÇABILITÉ DES POISSONS TROPICAUX

La société Ledun et le Cirad, déjà très impliqué dans la filière "poissons chats" au Vietnam, ont engagé une coopération pour sélectionner certains produits de l'aquaculture, dont la production, la transformation et le transport seront soumis à des cahiers des charges garantissant la qualité et la régularité des approvisionnements sur la France. Cette collaboration porte ainsi sur "l'identification de marqueurs discriminants pour assurer la traçabilité des produits aquatiques tropicaux et plus particulièrement l'application à la traçabilité des poissons en Asie du Sud-Est". Ce travail a pour objectifs la « construction » de la qualité le long de la chaîne d'élevage ainsi que le suivi de la qualité après transformation. Un travail de même nature est prévu sur les filières porcine et laitière dans le cadre du pôle sur l'élevage (PRISE).

APPUYER LA DÉFINITION DES POLITIQUES AGRICOLES ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL



Atelier inter-acteurs de discussion sur la qualité de la viande porcine à Nam Sach (Hai Duong) - Photo Vu Trong Binh – VASI

Dans un contexte d'ouverture économique régionale et internationale, et en réponse à des enjeux simultanés de compétitivité économique, de lutte contre la pauvreté et de développement durable, l'Etat vietnamien conserve un rôle important d'orientation et de régulation. Les décideurs publics vietnamiens, comme leurs homologues de nombreux pays asiatiques, sont plus que jamais confrontés aux questions suivantes : Comment décider ? Sur quelles bases ? Comment mettre en œuvre ces décisions et quel sera leur impact économique et social ? Quel partage des rôles entre les provinces et l'échelon central ?...

Pour répondre à ces questions, les modes « classiques » de définition et d'application des politiques agricoles reposant sur des approches centralisées, hiérarchiques et descendantes montrent leurs limites car elles prennent mal en considération la multiplicité des acteurs économiques et la complexité des relations qu'ils entretiennent, et la segmentation croissante des marchés. De nouvelles approches d'aide à la définition des politiques agricoles s'avèrent nécessaires. Elles reposent sur des processus d'information, de négociation et de co-décision entre les différents acteurs du développement. Cela suppose non seulement de prendre en considération les intérêts des différents acteurs et leur perception de leurs relations socio-

institutionnelles, mais également de favoriser les échanges d'information pour construire une vision partagée d'objectifs à atteindre et de moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Ces approches tendent à faire émerger des modes de co-gestion du développement. Elles confèrent à l'Etat un rôle nouveau, en particulier en matière d'initiation et de médiation dans la mise en œuvre des nécessaires processus de régulation. Enfin, elles permettent de repenser le rôle et le fonctionnement des institutions en charge du développement rural pour qu'elles s'adaptent rapidement aux grandes mutations de la société et jouent pleinement leur rôle d'accompagnement, de soutien, de conseil aux acteurs du monde rural.

APPLICATION DE L'APPROCHE ECOPOL À LA FILIÈRE PORCINE DANS LE DELTA DU FLEUVE ROUGE

Elaborée et testée dans le delta du fleuve Rouge sur les filières riz et porc, la démarche Ecopol a permis d'initier plusieurs actions concertées. Dans le cas de la filière porcine, les premières phases de la démarche ont permis de mettre en lumière une situation paradoxale. D'un côté, les commerçants font face à une forte croissance de la demande urbaine pour des produits carnés de qualité mais ne parviennent pas à trouver des sources d'approvisionnement locales, sûres et correspondant à la demande du marché. De l'autre, très peu d'agriculteurs s'engagent dans une production de viande de qualité parce qu'ils manquent d'information sur la demande et n'ont pas l'assurance d'une valorisation convenable de cette production. La poursuite de la démarche, en favorisant les échanges d'information entre ces différents acteurs de la filière (producteurs, abatteurs, services agricoles, ministère), a permis d'initier un processus de concertation autour du développement local d'une production porcine de qualité pour le marché urbain en assurant une meilleure rémunération de la qualité aux producteurs. Cette expérience ouvre la voie à de nouvelles formes d'arrangements institutionnels qui tendent vers une plus forte co-gestion de la filière porcine pour répondre à la demande croissante de produits de qualité, améliorer les relations des agriculteurs par un meilleur accès au marché, accroître la compétitivité des produits locaux et contribuer au développement de l'économie rurale.

UN FONDS D'ÉTUDES ET DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LES POLITIQUES AGRICOLES

Avec le soutien du projet MISPA, le Centre d'information pour l'agriculture et le développement rural a établi début 2003 un fonds d'études permettant de financer la réalisation d'analyses sectorielles et d'études socio-économiques utiles pour la décision publique et la formulation des politiques de développement agricole et rural. Les thèmes d'études sont identifiés par le Centre d'Information et ses partenaires institutionnelles puis validés par un comité de pilotage. Les études sont ensuite confiées, après consultation, à des équipes d'experts vietnamiens reconnus pour leurs compétences vis-à-vis du sujet identifié. Grâce à la contribution française, le fonds d'études dispose d'un budget de 400.000 euros sur trois ans. Mais ce fonds est également ouvert aux contributions financières d'autres bailleurs.

En complément à ce fonds d'études, le projet MISPA a permis l'établissement de deux groupes de travail qui disposent de moyens spécifiques pour étudier et formuler des recommandations dans les domaines respectifs suivants : (i) compétitivité des produits agricoles vietnamiens, (ii) stratégies de développement rural. Par ailleurs, une réflexion spécifique sur l'organisation et les perspectives de la filière Café est engagée dans le cadre d'une collaboration avec l'Association Vietnamiennne du Café (Vicofa).



INNOVER POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément aux grandes orientations de la communauté internationale, les interventions dans le secteur agricole et rural s'efforcent de prendre simultanément en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement.

Pour cela, un effort est porté en matière de recherche d'accompagnement afin d'optimiser durablement la productivité des systèmes de culture et d'élevage. Les défis sont nombreux : diminuer les pertes en sols et améliorer leur fertilité ; valoriser la ressource en eau, gérer les espaces naturels, agricoles, ruraux, industriels et urbains ; optimiser les flux économiques et sociaux tout en respectant les contraintes environnementales. En complément des méthodes biologiques et agronomiques, des outils participatifs sont développés pour faciliter la négociation entre les acteurs du développement rural sur les enjeux et contraintes liés aux différents modes de mise en valeur du milieu.

Dans le cadre du projet de diversification agricole, par exemple, la mise au point de systèmes de

culture intercalaire de type « semis direct sous plante de couverture » fait partie intégrante du projet pour répondre aux risques graves d'érosion qu'entraîne la mise en culture conventionnelle des zones de pente du centre du pays.

Dans le domaine environnemental et écologique, un projet de recherche a été signé en 2003 sur le thème de la conservation et la valorisation de la biodiversité animale et domestique de la cordillère annamitique (Biodiva). Ce projet, cofinancé par Le Ministère des Affaires étrangères (FSP) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), combine des travaux de terrain (identification d'animaux domestiques ou sauvages d'intérêt économique ou de valeur patrimoniale), des travaux de laboratoire (caractérisation génétique des populations identifiées) et des projets de conservation in situ dans les hauts plateaux et les zones montagneuses du Vietnam. Il associe l'Inra et le Cirad, côté français, l'Institut vietnamien d'élevage (NIAH) et le Centre national des sciences naturelles et des technologies (CNSNT), côté vietnamien.

MAINTIEN DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE ET SYSTÈMES DE CULTURE AGRO-ÉCOLOGIQUES

Dans les montagnes du Nord Vietnam, l'augmentation de la population et les changements économiques des dernières années ont provoqué un accroissement inquiétant de la pression agricole exercée sur les fortes pentes et au détriment de la forêt. L'érosion puis la perte de fertilité des sols et le raccourcissement des périodes de jachère, le surpâturage, remettent en cause la durabilité des systèmes traditionnels. Des innovations portant sur le semis direct sur couverture végétale (SCV) semblent pouvoir apporter des solutions satisfaisantes adaptées aux contraintes du milieu biophysique et humain.

Ces systèmes innovants sont élaborés par des équipes pluridisciplinaires qui prennent en compte les contraintes liées à leur mise en application et propres à chacune des échelles de l'activité agricole : la parcelle cultivée, l'exploitation et le territoire villageois. C'est dans ce cadre que le programme Systèmes Agraires de Montagne (SAM, partenariat Vasi/Irri/Cirad) est réalisé. Son objectif principal est de concevoir, de mettre au point et d'adapter des systèmes de cultures durables, économiquement rentables et motivants, permettant de répondre à l'amélioration du revenu des exploitants et à la préservation de l'environnement. L'impact de ces nouvelles techniques agro-écologiques sur l'érosion, la fertilité des sols et la gestion de l'eau sont étudiés en partenariat avec l'IRD et le NISF (programme MSEC, IWMI).

D'autre part, ces programmes visent à appuyer l'élaboration d'une gestion efficace des ressources collectives (pâturages, forêts, eau) et la définition de politiques favorables à l'adoption de ces innovations par les agriculteurs. La formation des agriculteurs, agents de développement et cadres vietnamiens à ces techniques pour préparer leur diffusion, constitue également un objectif majeur du programme.

UNE RECHERCHE POUR LA LUTTE CONTRE LA DÉGÉNÉRESCENCE DES AGRUMES

Ce programme de recherche en partenariat sur la lutte contre le Huanglongbing, maladie de dégénérescence des agrumes d'origine bactérienne, vise à améliorer les connaissances scientifiques sur les interactions plante-vecteur-pathogène dans la transmission de cette maladie. Il favorise la concertation entre des chercheurs français (Cirad et Inra) et des chercheurs vietnamiens (Sofri, NIPP) pour proposer des itinéraires techniques adaptés devant permettre un développement et une exploitation durables de cette culture.

Les agrumes (oranges, mandarines, pamplemousses, et limes) représentent la deuxième production fruitière vietnamienne, après la banane, avec 65 000 ha pour une production de l'ordre de 500 000 t. Dans les systèmes traditionnels, le Huanglongbing affecte sévèrement les vergers, n'autorisant une espérance de vie des arbres que de 3 à 6 ans. Une lutte efficace contre cette maladie et son vecteur permettrait d'améliorer la durabilité des exploitations et leur rentabilité. Elle permettrait en outre d'envisager un développement plus important de cette production avec les incidences économiques sur les populations rurales, le développement de la transformation mais aussi une consommation accrue, source de vitamines C.

LE POISSON-CHAT : PREMIÈRE PRODUCTION PISCICOLE DU VIETNAM



Avec plus de 120.000 tonnes produites par an, la « pangasiculture » (élevage du poisson chat) constitue la première production piscicole du Vietnam. Elle est réalisée dans le delta du Mékong en cages flottantes sur le fleuve ainsi qu'en étangs, avec des rendements particulièrement élevés, de l'ordre de 150 kg/m³/an en cages flottantes et variant de 50 à 600 tonnes/ha/an en étangs. Les élevages sont intensifs et reposent pour leur alimentation sur la valorisation du son de riz

produit localement. La pangasiculture est en plein développement depuis 1995, année à partir de laquelle les pisciculteurs ont pu produire eux-mêmes les alevins nécessaires en écloserie grâce aux travaux du Cirad. Auparavant, la totalité des alevins était pêchée dans le fleuve Mékong conduisant à une rapide déplétion des stocks naturels et à un accroissement du coût des alevins de pangasidés (50 % du coût de production). Toutefois en élevages intensifs les pertes économiques par mortalité des poissons représentent actuellement plus de 8 millions US\$ par an. La durabilité de ce type de pisciculture dépendra donc du correct équilibre entre le système d'exploitation, l'environnement et la maîtrise sanitaire.

Les poissons-chats sont essentiellement destinés à l'exportation sous forme de filets congelés, soit plus de 30.000 tonnes par an pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions US\$. Globalement, cette filière emploie plus de 10.000 personnes. Plusieurs dizaines de milliers de tonnes de poissons et de sous-produits de transformation sont également commercialisés sur le marché local.

L'AGRICULTURE PÉRIURBAINE : UNE PRODUCTION DE QUALITÉ POUR LES MARCHÉS DE PROXIMITÉ

L'agriculture périurbaine approvisionne les marchés urbains proches par des produits spécifiques comme les légumes-feuilles et les plantes ornementales. Depuis 2002, le Rifav associé à l'AVRDC et le Cirad proposent d'y améliorer la qualité et la régularité de la production maraîchère par deux techniques : la culture sous abri avec film plastique pour protéger contre les grosses pluies pendant la saison chaude et humide, et la production de légumes-feuilles sous tunnel filet pour diminuer l'utilisation de pesticides toxiques. Ces solutions sont testées chez des maraîchers de la zone périurbaine de Hanoi qui se sont par ailleurs regroupés pour favoriser la commercialisation de leurs produits. Ces techniques permettent d'apporter une réponse à la nécessaire adaptation de l'agriculture à la ville qui l'entoure.



FAVORISER LA MODERNISATION DES INSTITUTIONS ET DES SERVICES

La petite agriculture familiale, par son dynamisme et sa capacité d'évolution constitue un atout pour le Vietnam. Encore faut-il pour cela que les services nécessaires à son développement et adaptés à ses besoins soient disponibles. Ces services de proximité relèvent théoriquement de l'échelon administratif du district : station de vulgarisation agricole, station de protection des plantes, station vétérinaire. Dans la pratique, il est très difficile pour ces services d'accomplir correctement leur mission envers un nombre élevé de petites structures agricoles familiales. Une connexion avec des réseaux locaux, organisations professionnelles des agriculteurs, structures privées ou semi-privées, se révèle donc utile et efficace.

Il s'agit ici d'une évolution importante dans la manière dont le service à l'agriculture est pensé et dispensé. Le « transfert » d'une partie des activités actuelles des services étatiques, notamment

celles les plus directement liées à la production agricole, vers des relais plus proches de chaque agriculteur en améliore l'efficacité et renforce les capacités locales. Parallèlement, les institutions de l'Etat conservent un rôle fondamental dans les fonctions d'intérêt général et celles d'accompagnement des agriculteurs et de leurs organisations (information, promotion, régulation, innovation, législation)

Le développement de ces services de proximité aux exploitations agricoles peut également contribuer à améliorer l'emploi en zone rurale. Cette évolution suppose de repenser en partie le financement du développement, et d'accepter des adaptations dans l'utilisation du financement public pour l'agriculture. Elle suppose également qu'un cadre législatif adapté permette l'évolution des missions et organisations des différents acteurs du développement agricole et rural.

DES AGRICULTEURS SPÉCIALISÉS ET ORGANISÉS POUR LA PRODUCTION LOCALE DE SEMENCES DE QUALITÉ

La qualité de la semence détermine directement le potentiel de rendement d'une culture végétale. Ce principe est bien connu des agriculteurs comme des agronomes. Une bonne semence se définit à la fois par des spécificités génétiques adaptées à un contexte de production et par des caractéristiques de pureté, de qualité sanitaire et d'appréciation par les consommateurs.

Les services étatiques autrefois chargés de l'approvisionnement en semences de riz pour les coopératives agricoles sont désormais incapables de faire face à la diversité de la demande de millions de petits agriculteurs. Les commerçants privés, quand ils sont soucieux de la qualité des produits qu'ils commercialisent, se contentent souvent d'offrir une gamme assez réduite de variétés très productives, mises au point pour les situations de culture les plus intensives, et sans qu'elles aient le plus souvent été préalablement testées dans d'autres conditions de production.

Dans ce contexte, et sur le constat d'une dégradation inquiétante des qualités de semences utilisées par les paysans, les partenaires du Programme Fleuve Rouge ont testé, avec des producteurs de différentes zones agro-écologiques du bassin du fleuve Rouge, des modes innovants de production locale de semences de riz, mais aussi de maïs, de soja ou d'arachide.

Généralement organisés en groupes d'intérêt à l'échelle villageoise ou communale, ces producteurs ont été progressivement formés pour tester et multiplier sur leurs propres parcelles des semences directement issues de la sélection des instituts nationaux de recherche agronomique. Bien adaptées à leur milieu, ces semences bénéficient d'une qualité reconnue et d'un prix attractif pour les agriculteurs utilisateurs de semences commerciales. La création de groupes spécialisés permet par ailleurs aux paysans membres de bénéficier d'un conseil technique de pointe, d'accéder à des petits crédits gérés collectivement et de bénéficier d'une image de marque favorable.

Plus d'une cinquantaine de groupes de production de semences de ce type sont aujourd'hui fonctionnels, et certains d'entre eux participent, en collaboration avec les autorités administratives locales, à la création d'organisations faitières, qui permettront de mieux satisfaire la demande en semences à l'échelle du district, voire de la province.

POUR UN PARTAGE EFFICACE DES FONCTIONS ENTRE PRATICIENS PARA-VÉTÉRINAIRES ET SERVICES VÉTÉRINAIRES PUBLICS

Les praticiens para-vétérinaires privés ou semi-privés, souvent également agents de vulgarisation Elevage dans leur commune, assurent au moins 90% des soins aux animaux d'élevage. Leur rôle est essentiel dans la sécurisation du développement de l'élevage familial, et donc dans l'augmentation des revenus notamment des populations rurales pauvres. Contrairement à beaucoup d'autres pays en voie de développement, le « maillage » des para-vétérinaires au Vietnam est assez important et permet de couvrir une bonne partie du pays. Ce réseau reste cependant sous-utilisé par les services vétérinaires publics, alors qu'il représente une solution intéressante pour répondre à plusieurs problèmes tels que la surveillance des maladies animales, ou la sensibilisation de la population à la lutte communautaire nécessaire en santé animale.

L'organisation Vétérinaires Sans Frontières, en partenariat avec les services vétérinaires publics vietnamiens, teste de nouvelles méthodes pour améliorer l'utilisation de ce maillage et pour mieux gérer le contrôle de la santé animale grâce à une collaboration plus forte et plus équilibrée entre praticiens para-vétérinaires privés et semi-privés d'une part et services vétérinaires de l'Etat d'autre part. La diffusion de cette approche dans d'autres provinces devra être accompagnée d'un travail d'adaptation de la législation vétérinaire. La reconnaissance du rôle des praticiens para-vétérinaires est une problématique qui a pris de l'importance ces dernières années (adaptation du Code International de la Santé Animale). La multiplication des échanges internationaux impose en effet aux pays en voie de développement qui veulent en bénéficier, de s'approcher des standards internationaux, notamment sur les aspects zoosanitaires.





AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES RURALES

Développer et renforcer les infrastructures sont des actions nécessaires pour favoriser le développement agricole et les échanges commerciaux, permettant de rééquilibrer la situation entre zone rurale et zone urbaine. Cela peut se faire soit par le financement

d'infrastructures de production (périmètres irrigués), soit par le financement d'infrastructures de protection contre les risques d'inondation (digues), soit par le financement d'infrastructures routières nécessaires à l'approvisionnement en intrants et à la commercialisation des productions.

L'Agence Française de Développement est le principal acteur de l'intervention française dans ce domaine avec plusieurs projets en partenariat direct avec une province (projet d'appui au développement de la culture de la canne à sucre dans la province de Tay Ninh, par exemple), ou dans le cadre de programmes nationaux mis en œuvre par un Ministère (projet de petites infrastructures rurales dans 23 provinces pauvres du pays, projet sectoriel d'aménagement du bassin du Fleuve Rouge).

D'autres interventions, de moindre envergure, existent et utilisent diverses ressources comme les fonds de contrepartie de l'aide alimentaire.

Autant que possible, une expertise complémentaire par des opérateurs présents sur le terrain est apportée pour favoriser la mise en place de mécanismes de gestion efficaces de ces infrastructures.



Second projet sectoriel d'aménagement du Fleuve Rouge. Les rizières du delta
Photo OG – AfD

PARTICIPATION À L'AMÉNAGEMENT SECTORIEL DU BASSIN DU FLEUVE ROUGE



Second projet sectoriel d'aménagement du Fleuve Rouge.
Repiquage du riz dans le delta à l'abri des digues de protection
Photo OG – AfD

L'Agence Française de Développement cofinance avec la Banque Asiatique de Développement (ADB) et l'Ambassade royale des Pays-Bas, le second projet d'aménagement du bassin du fleuve Rouge. Ce projet comprend des interventions en matière d'infrastructures d'irrigation et de protection contre les inondations, un appui institutionnel pour la création et le renforcement d'une agence de bassin et des mesures environnementales en matière de suivi de la qualité de l'eau.

En complément des investissements principaux, relevant du Ministère, un fonds de développement rural est également mis en place pour répondre aux besoins exprimés localement et favoriser la mise en place d'une démarche participative et décentralisée.

RÉPERTOIRE SECTORIEL DES ACTIONS RÉCENTES ET EN COURS

LES PROJETS DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD) Site Internet de référence : www.afd.fr

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Renforcement des infrastructures rurales dans la province de Son La (CVN1074)

Ce projet a pour objectif de mettre en place de nouvelles infrastructures hydrauliques dans la province de Son La dans la région montagneuse du Nord-Ouest du pays et simultanément de renforcer les institutions provinciales en charge de leur gestion. Ces infrastructures sont pour la plupart à buts multiples (irrigation, AEP) et les petits agriculteurs, bénéficiaires ultimes de ces investissements, auront accès à des infrastructures de production plus performantes et verront leur situation économique et leur qualité de vie s'améliorer.

Prêt AFD : 12 millions € - Date de financement : en cours d'instruction

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Renforcement des infrastructures rurales dans la province de Ninh Thuan (CVN1073)

Ce projet a pour objectif de mettre en place de nouvelles infrastructures, d'irrigation en particulier, dans la province de Ninh Thuan dans le Sud du pays et simultanément de renforcer les institutions provinciales en charge de leur gestion. Les petits agriculteurs, bénéficiaires ultimes de ces investissements, auront accès à des infrastructures de production plus performantes permettant des gains de revenus et une amélioration de leur qualité de vie.

Prêt AFD : 12 millions € - Date de financement : en cours d'instruction

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Projet de développement de la culture du thé dans la province de Phu Tho (CVN1054)

Outre la réhabilitation des surfaces existantes et le développement de nouvelles plantations, le projet vise à améliorer la qualité de l'ensemble de la production de la province en mettant en place des infrastructures de desserte des plantations améliorées et en apportant un conseil aux producteurs.

Prêt AFD : 12 millions € - Date de financement : en cours d'instruction

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Projet de développement des ressources en eau de Phuoc Hoa (CVN1068)

Ce projet, en cofinancement avec la Banque Asiatique de Développement, doit permettre le renforcement des ressources en eau du système hydraulique de Dau Tieng, dont dépend l'alimentation en eau de toute la région de Ho-Chi-Minh-Ville. Outre une infrastructure de dérivation de l'eau de la rivière Bé vers la rivière de Saigon, le projet prévoit le développement de nouveaux périmètres irrigués et le renforcement institutionnel de la mise en valeur de ces nouvelles zones. La qualité de l'eau des rivières Van Co Dong, de Saigon et de Dong Nai doit s'améliorer par les ressources en eau additionnelles apportées par le projet.

Prêt AFD : 35 millions € - Date de financement : en cours d'instruction

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Appui institutionnel et financier à la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (CVN1078)

Ce projet vise à apporter un appui à la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural sous la forme : 1) du refinancement d'une ligne de crédit destinée aux investissements productifs des foyers ruraux sous forme de crédit à moyen et long terme, 2) d'investissements dans les technologies de l'information, 3) de formation et de renforcement des capacités.

Prêt AFD : 55 millions € - Date de financement : 12/2002



Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Second projet sectoriel d'aménagement du bassin du Fleuve Rouge (CVN1061)

Ce projet, en cofinancement avec la Banque Asiatique de Développement et la coopération néerlandaise, doit permettre :

- * D'accroître, par une meilleure gestion de la ressource en eau, la productivité de l'agriculture du bassin du fleuve Rouge et par conséquent les revenus des paysans ;
- * De réduire la vulnérabilité des exploitations face aux inondations ;
- * De développer la gestion de l'eau par une approche de bassin (allocation de la ressource, réduction de la pollution et limitation de l'érosion).

Le projet s'articule en trois volets complémentaires : (i) l'appui à la mise en œuvre d'une meilleure gestion des ressources en eau ; (ii) réhabilitation d'infrastructures ; (iii) appui au développement rural par les communautés locales pour tirer le meilleur profit de l'eau disponible et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté.

Prêt AFD : 35 millions € - Date de financement : 12/2001

Deuxième ligne de crédit à la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (CVN1055)

Le projet avait pour objet de mettre en place une nouvelle ligne de refinancement d'opérations de crédit agricole à moyen et long terme en paysannat, auprès de la Banque Vietnamienne pour l'Agriculture et le développement rural (VBARD). Les prêts octroyés par la VBARD s'appliquent à des investissements de développement rural (production, transformation, artisanat) opérés par des ménages ruraux, originaires de toutes les provinces du pays.

Prêt AFD : 30 millions € - Date de financement : 12/2000 – projet achevé en 2002

Développement de huit compagnies de caoutchouc des plateaux du Centre Vietnam (CVN1045)

Ce prêt finance le développement de plantations et la modernisation d'unités de traitement des compagnies du caoutchouc sous la tutelle de la General Rubber Company (Geruco).

Prêt AFD : 35 millions € - Date de financement : 07/1999

Développement de la production cotonnière en paysannat de la Compagnie cotonnière du Vietnam (CVN1023)

Ce prêt finance un programme de développement de la production cotonnière en paysannat en partenariat avec la Compagnie cotonnière du Vietnam (VCC), afin de tripler en cinq ans la superficie cultivée jusqu'à 34 000 ha. Le projet vise également à appuyer les investissements industriels de la VCC pour transformer le coton et le mettre à disposition de l'industrie textile. Le Vietnam pourra ainsi disposer d'une production locale en substitution de diverses origines qui approvisionnent jusqu'à présent son importante industrie textile et de la confection.

Prêt AFD : 9,15 millions € - Date de financement : 10/98

Projet de Diversification Agricole à base d'hévéaculture villageoise (CVN1024)

Le projet cofinancé par l'AFD et la Banque Mondiale prévoit la réalisation de 60.000 ha de plantations nouvelles d'hévéas, en blocs individuels de un à deux hectares, ainsi que la reprise de 17 600 ha de plantations déjà réalisées sur ressources nationales dans 11 provinces du Centre Vietnam. Les planteurs reçoivent un appui important sous forme d'encadrement technique, mais aussi de crédits à court, moyen et long termes, pour diversifier leurs productions, afin de constituer des exploitations polyvalentes moins vulnérables aux fluctuations des cours d'un seul produit.

Prêt AFD : 15,24 millions € - Date de financement : 04/98

Production de canne à sucre (CVN1026)

Prêt à l'Etat pour le financement partiel du projet de développement de la production de canne à sucre dans la province de Tay Ninh. Il est prévu que le projet finance la création de 12.000 ha de plantations nouvelles, par la mise en place de crédits à moyen terme au bénéfice des planteurs individuels, associés aux sucreries par des contrats de livraison. Le projet financera

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

également la construction d'un réseau hydraulique permettant l'irrigation de 13.000 ha sur les 25 000 ha de plantations de cannes à sucre. Il comportera enfin un volet routier de 87 km de routes d'intérêt provincial afin de faciliter le transport quotidien des 11.550 tonnes de cannes à sucre entre les zones de coupe et les usines.

Prêt AFD : 23,78 millions € - Date de financement : 10/98

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Projet sectoriel d'infrastructures rurales (CVN1029)

Ce prêt, complémentaire de celui de la Banque Asiatique de Développement, s'inscrit dans le cadre du Projet sectoriel d'infrastructures rurales pour aider le gouvernement à équiper les zones rurales défavorisées en infrastructures de base. Les 23 provinces retenues sont situées dans les zones montagneuses du nord et du centre, les plus pauvres et isolées du pays. Les réalisations consistent en 1500 km de routes rurales, 20.000 ha de périmètres irrigués, des adductions d'eau potable pour servir une population d'environ 1 million d'habitants et 50 marchés de niveau district.

Prêt AFD : 14,48 millions € - Date de financement : 12/98

Contact :
Agence AFD à Hanoi
agence@afd.org.vn

Développement de la culture d'arabica dans 13 provinces du nord (CVN1025)

Ce projet vise à favoriser l'amélioration de la production caféière du Vietnam et le développement de la culture de l'arabica. Le projet, mis en œuvre par Vinacafé, prévoit un appui à la plantation de 40.000 ha par le biais de prêts aux planteurs, la modernisation et l'installation d'unités de transformation et un soutien aux programmes de recherche et de formation.

Prêt AFD : 32,31 millions € - Date de financement : 12/96

LES PROJETS DU FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FFEM)

Site Internet de référence : www.ffem.net

Contact :
CIRAD-Prise c/o NIAH
ciradprise@hn.vnn.vn

Inventaire et gestion pour la conservation des populations résiduelles de grands bovidés sauvages (Gaur et Banteng) du Vietnam

Projet spécifique d'inventaire et de conservation des populations reliques de *Bos gaurus* et de *Bos javanicus* sur l'ensemble du territoire national du Vietnam et éventuellement des zones frontalières du Cambodge et du Laos.

Contribution FFEM : 1,1 million € - Durée 4 ans (2003-2007)

LES PROJETS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MAE)

Sites Internet de référence : www.diplomatie.gouv.fr et www.ambafrance-vn.org

Contact :
SCAC Hanoi
hanoi.coopération@diplomatie.gouv.fr

Caractérisation et valorisation de la biodiversité animale domestique et sauvage du Vietnam (Biodiva)

Au Vietnam, pour un ensemble de raisons géographiques et historiques, les zones de montagne ont conservé une exceptionnelle diversité d'espèces animales sauvages et domestiques d'intérêt économique ou patrimonial. Conscient de cette richesse, le gouvernement vietnamien a décidé, dans le cadre du Plan d'action pour la diversité, de concentrer ses efforts sur la caractérisation, la conservation et la valorisation de ces ressources génétiques animales. Le projet fait partie intégrante de ce plan d'actions.

Il est mis en œuvre par le Cirad et l'Inra pour la partie française, et par le NIAH et le CNSNT pour la partie vietnamienne. Il aboutira au renforcement scientifique, technique et institutionnel des établissements publics vietnamiens gérant les ressources génétiques animales et renforcera les capacités du gouvernement à maîtriser les enjeux écologiques, sociaux et économiques liés à la



biodiversité. Sur le terrain, des actions pilotes seront conduites en partenariat avec les autorités et les communautés locales de 4 provinces du Centre et du Nord du pays ; ces actions associeront conservation in situ des ressources génétiques et développement durable des populations locales parmi les plus pauvres du pays.

Contribution FSP : 1,7 million € – Durée : trois ans (2003-2006)

Mobiliser l'information au service des politiques agricoles (Mispa)

Le projet « Mobilisation de l'Information au Service des Politiques Agricoles » (Mispa) a été conjointement identifié par le Ministère des Affaires étrangères français et le Ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement Rural. Sa finalité est de contribuer à l'élaboration des politiques agricoles par une meilleure gestion de l'information sectorielle. De manière spécifique, il vise à renforcer les capacités du Centre d'Information pour l'Agriculture et le Développement Rural (Icard) à accomplir le mandat qui lui est confié. Plusieurs formes d'appui sont ainsi mobilisées pour : (i) renforcer les moyens et développer les capacités humaines du Centre, (ii) organiser et suivre la réalisation d'études spécifiques du secteur agricole et rural, (iii) promouvoir la diffusion de l'information auprès des partenaires publics et privés du Centre, et (iv) favoriser la réflexion stratégique et le débat sur les décisions publiques.

Contribution FSP : 1,5 million € – Durée : trois ans (2002-2005)

Développement Durable de l'Agriculture Périurbaine en Asie du Sud-Est (Susper)

Le projet vise à l'amélioration de la contribution de l'agriculture périurbaine à la sécurité alimentaire des villes d'Asie du Sud-Est : Hanoi, Ho-Chi-Minh-Ville, Phnom Penh et Vientiane.

Les objectifs sont les suivants :

- * Renforcer les capacités d'analyse et d'intervention, sur les questions techniques et institutionnelles de l'agriculture périurbaine, d'institutions publiques et d'acteurs privés identifiés comme des interlocuteurs représentatifs. Pour atteindre cet objectif, les formes d'organisation des producteurs qui améliorent la diffusion des innovations techniques et favorisent l'accès au marché sont encouragées. Des opérations pilotes sont menées sur des systèmes maraîchers et piscicoles plus productifs et plus sains.
- * Renforcer les collaborations régionales sur des questions d'intérêt commun. Les villes de Hanoi, Ho-Chi-Minh-Ville, Phnom Penh et Vientiane ont des niveaux d'urbanisation contrastés (avec un gradient de Vientiane à Ho-Chi-Minh-Ville) permettant des analyses comparatives et des échanges d'expérience sur les conditions de développement de l'agriculture périurbaine.

Le projet est organisé autour de 4 grandes composantes : (i) analyse des systèmes de production périurbains ; (ii) développement du marché des produits périurbains ; (iii) innovations techniques et institutionnelles ; (iv) communication et coordination régionale.

Il est conjointement mis en œuvre par deux opérateurs, le Cirad et l'AVRDC. Au Vietnam, les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet sont le Rifav (Hanoi) et l'Université d'Agro-Foresterie de Thu Duc (Ho-Chi-Minh-Ville)

Contribution FSP : 1 million € – Durée : trois ans (2001-2004)

Projet d'Appui à l'Organisation de la Production Agricole (PAOPA)

L'objectif global du projet était de favoriser l'organisation de la production agricole dans le bassin du fleuve Rouge afin d'élever le niveau de revenu des agriculteurs, d'accompagner leur intégration dans les filières de commercialisation et de renforcer leurs compétences techniques et leurs connaissances économiques du milieu.

De manière spécifique, le projet visait à promouvoir des formes institutionnelles nouvelles, favorisant le dialogue entre les producteurs et les institutions nationales d'appui à l'agriculture (incluant la recherche agronomique, la vulgarisation, la formation, le crédit) ainsi que les acteurs du secteur privé. Le projet visait ainsi à démontrer la faisabilité d'une gestion paritaire du développement.

Contact :
SCAC Hanoi
hanoi.coopération@diplo.matie.gouv.fr

Contact :
SCAC Hanoi
hanoi.coopération@diplo.matie.gouv.fr

Contact :
SCAC Hanoi
hanoi.coopération@diplo.matie.gouv.fr

En outre, la mise au point continue de références technico-économiques sur les systèmes agraires, nécessaires à la promotion d'un développement durable, a permis aux institutions vietnamiennes de recherche agronomique, partenaires du projet, de renforcer leur intégration au sein du réseau international de recherche scientifique.

Les activités du projet se sont appuyées sur l'expérience et les résultats obtenus au cours des dix dernières années par la coopération franco-vietnamienne en matière de recherche agronomique et de développement rural. Plus particulièrement, ce sont les expériences du Programme Fleuve Rouge (Gret et Vasi), du Programme Systèmes Agraires de Montagne (Cirad, IRD et Vasi) et du programme Ecolpol (Cirad et Vasi), qui ont ainsi été mobilisées et valorisées au travers d'ateliers et de séminaires, de visites de terrain, de nombreuses sessions de formation, et d'outils de communication (lettres d'information, articles de presse, ouvrages scientifiques, reportages vidéo...).

Contribution FSP : 1,5 million € - Durée : trois ans (1999-2002)

Contact :
SCAC Hanoi
hanoi.coopération@diplo.matie.gouv.fr

Centre de formation aux métiers de l'agro-alimentaire

La création d'un centre franco-vietnamien des métiers de l'agro-alimentaire est à l'étude par un consortium d'universités françaises en partenariat avec les universités de Thu Duc et Can Tho. Le projet devra répondre à une triple préoccupation : accompagner l'investissement français au Vietnam ; participer au développement technologique du secteur agro-industriel vietnamien ; identifier les opportunités de coopération industrielle et économique et pouvoir disposer d'une vision prospective de ce secteur à l'échelon national et régional.

Contribution FSP : En cours d'instruction. Durée prévisionnelle : trois ans (2004-2007)

LES PROGRAMMES DE PARTENARIAT SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE

Sites Internet de référence : www.cirad.gouv.fr et www.ird.fr

Comportements alimentaires, perceptions des risques et de la qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments par les consommateurs vietnamiens

Contact :
Délégation régionale du
CIRAD
ciradvn@hn.vnn.vn

Ce programme de recherche allie les disciplines de la sociologie (sociologie de l'alimentation, sociologie du risque) et de l'économie (économie des conventions). Son objet est d'identifier l'évolution des modes de consommation alimentaire au Vietnam, les facteurs de changements et les processus de construction sociale de la qualité, du risque et de la confiance. Ce travail passe par l'identification des différents styles alimentaires de la population vietnamienne, l'analyse des comportements et des perceptions des consommateurs face aux risques alimentaires (sanitaires et nutritionnels) et l'étude de la crédibilité des signes de qualité actuellement émis. Les résultats servent à mieux adapter la communication auprès des consommateurs sur le lien entre aliments et santé, et à définir les conditions de la crédibilité de signes de qualité. Des résultats sont également attendus en termes de renforcement des compétences au Vietnam en sociologie de l'alimentation à travers l'organisation de séminaires théoriques et pratiques.

Ce travail est le fruit d'une collaboration entre le Cirad et le Centre National des Sciences Sociales et Humaines (CNSSH).

Marchés et approvisionnement urbain en Asie (PCP Malica)

Contact :
Coordination PCP
malica@fpt.vn

Le consortium Malica (Market and agriculture linkages for cities of Asia) associe des instituts de recherche français et vietnamiens (CIRAD ; IOS : Institut de Sociologie du Centre National des Sciences Sociales et Humaines ; Rifav : institut de recherche sur les fruits et légumes ; Vasi : institut national des sciences agronomiques ; université agricole de Hanoi ; université agricole et forestière de Ho-Chi-Minh-Ville). L'objectif principal est de renforcer la capacité d'analyse sur les marchés alimentaires et des relations villes/campagnes des chercheurs, étudiants, cadres de l'administration, responsables de groupes privés. Ces méthodes sont appliquées à des projets visant à l'adéquation entre production alimentaire locale et demande du marché intérieur, en



quantité et qualité, comme le projet Susper, ou le projet sur les comportements alimentaires et la perception des risques. Les mécanismes d'information et de concertation des acteurs de l'offre et de la demande sont considérés, en complément aux analyses classiques de l'efficacité technique et économique des différents stades des filières. Les méthodes d'analyse de la consommation et des filières sont appliquées à deux domaines de recherche prioritaires : la construction de la qualité dans le secteur alimentaire ; la régulation des flux d'origine périurbaine, rurale et extérieure. Les principales activités réalisées depuis un an concernent l'application de ces thématiques aux filières légumes, porc et maïs, l'analyse des marchés de gros, ainsi que la rédaction d'un texte stratégique sur les changements du secteur alimentaire.

Intensification des systèmes d'élevage (PCP Prise)

Ce programme de recherche menée en partenariat entre le département Elevage et Médecine Vétérinaire du Cirad, l'Institut National d'Elevage (NIAH), ainsi que d'autres partenaires institutionnels vietnamiens vise à :

- * Accompagner les éleveurs dans leur processus d'intensification de la production animale locale et répondre à leurs préoccupations en matière de productivité de l'activité d'élevage, de qualité des produits finaux et d'impact sur l'environnement.
- * Développer une expertise scientifique auprès des groupements d'éleveurs, des projets institutionnels d'appui à la production et des ONG.
- * Etablir une interconnexion forte entre la recherche spécialisée et les enseignements directs du terrain.
- * Assurer le transfert des technologies et des savoir faire par des formations diplômantes et/ou techniques

Conservation et utilisation des ressources génétiques pour le développement durable de la production d'agrumes

Ce programme de recherche-développement est conduit en partenariat entre le Cirad, l'Inra, le Vasi, l'AGI, l'INPP et le Sofri. Il bénéficie d'un soutien financier de la Région Corse. Il vise un objectif triple : (i) caractériser la gamme variétale vietnamienne (berceau d'origine de ces espèces), assainir les variétés et constituer un conservatoire national pouvant servir de base à la diffusion de matériel végétal authentique et présentant des garanties sanitaires ou à tout programme d'amélioration variétal ; (ii) améliorer la qualité des fruits par un programme d'hybridation entre les clones vietnamiens et des clones méditerranéens (recherche de l'aspermie) ; (iii) évaluation variétale pour la recherche d'un caractère de tolérance au Huanglongbing (maladie bactérienne de dégénérescence). Cette phase de recherche sera complétée par un appui au développement en matière de production de plants de qualité (pépinières) et d'itinéraires performants de conduite des vergers.

Programme Systèmes Agraires de Montagne

Dans les zones de montagne du Nord du Vietnam, l'accroissement démographique, la privatisation de l'économie et la récente distribution des terres de pente ont entraîné une mutation rapide des systèmes de production agricole. Les recherches menées dans une première phase ont permis de: (i) comprendre les dynamiques agricoles et environnementales à différentes échelles, de l'exploitation agricole jusqu'à la région, (ii) proposer des pistes d'alternatives techniques et organisationnelles pour des systèmes de production plus durables, (iii) développer des méthodes d'extrapolation des résultats acquis localement, et fournir des outils d'aide à la décision à l'usage des acteurs du développement agricole et des gestionnaires des ressources naturelles.

L'objectif principal du programme SAM est de tirer parti de ces acquis pour développer, avec les agriculteurs et les autres acteurs du développement, des systèmes de cultures durables, économiquement rentables et motivants, permettant de répondre aux besoins de fixation de l'agriculture et de préservation de l'environnement. Le programme vise en outre à appuyer l'élaboration d'une gestion efficace des ressources collectives (pâturages, forêts) et la définition de politiques favorables à l'adoption de ces innovations par les agriculteurs. La formation des

Contact :
CIRAD-Prise c/o NIAH
ciradprise@hn.vnn.vn

Contact :
Délégation régionale du
CIRAD
ciradvn@hn.vnn.vn

Contact :
Délégation régionale du
CIRAD
ciradvn@hn.vnn.vn
Représentation locale de
l'IRD
repird@fpt.vn

agriculteurs, des agents de développement et des cadres vietnamiens à ces techniques pour préparer leur diffusion constitue également un objectif majeur du projet.

L'approche comprend des diagnostics agronomiques et des expérimentations en milieu semi-contrôlé et en exploitations agricoles pour la mise au point de systèmes de culture durables et intégrés aux activités paysannes (relations agriculture - élevage). Des outils pour l'extrapolation des résultats (domaines de recommandation, SIG, jeux de rôle, plates-formes de négociations, etc.) sont également développés.

Ce programme est conduit en partenariat par le Cirad, le Vasi (institut national des sciences agronomiques), l'IRD et l'Irri (institut international de recherche sur le riz).

Contact :
Représentation de l'IRD
repird@fpt.vn

Erosion et changements d'usage des terres (ECU)

Le programme de recherche ECU (UR049), mené au Vietnam par l'IRD et l'Institut vietnamien des Sols et Fertilisants (NISF), fait partie intégrante du réseau régional « Monitoring soil erosion consortium » (MSEC) coordonné au niveau de six pays du Sud-Est asiatique par l'Institut international de gestion de l'eau (IWMI). Il vise à étudier l'influence des systèmes de culture sur l'érosion des sols cultivés sur pente et à mieux prévoir l'évolution de ces phénomènes. En effet, l'érosion est la première cause de dégradation des sols dans le monde, elle décroît les surfaces arables, réduit la fertilité des sols, cause des effets non négligeables sur la pollution des eaux et des sols et enfin comble les retenues d'eau et les zones irriguées. Or l'érosion peut varier considérablement d'un système de culture à l'autre. Le projet a donc pour objectifs de : (i) mesurer l'influence des changements rapides d'usages des sols sur l'érosion à l'échelle de terroirs villageois par une approche pluridisciplinaire ; (ii) tester des pratiques agricoles de conservation du sol par une approche participative ; (iii) développer des capacités de prédiction de l'érosion à partir de facteurs naturels et humains ; (iv) participer à la formation d'une gestion intégrée du bassin versant.

Contact :
Représentation de l'IRD
repird@fpt.vn

Réduction de la malnutrition chronique infantile au Vietnam (programme Fasevie)

L'IRD est le partenaire scientifique du programme Fasevie, en collaboration avec l'Institut national de la nutrition (voir détails dans la section « Actions des organisations de solidarité internationale »).

Contact :
Pr Claude Chevrier, chef
du département des
productions animales de
l'université de Tours
chevrier@univ-tours.fr

Délocalisation et adaptation du DESS « Productions animales, Environnement, Hygiène et Qualité »

Cette action, dans le secteur de la formation, associe le Département des productions animales de l'Université de Tours et l'Université d'agroforesterie de Thu Duc (Ho-Chi-Minh-Ville). Elle associe également étroitement les professionnels des filières aviaire et porcine. Elle vise principalement à effectuer un transfert de connaissances et de compétences pour permettre aux responsables pédagogiques vietnamiens à échéance de 4 ans de prendre la responsabilité totale de cette formation dans le cadre d'un partenariat entre les deux universités.

LES ACTIONS DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Sites Internet de référence : www.afdi-opa.org ; www.gret.org ; www.vsf-france.org ;
www.handicap-international.org

Contact :
Représentation AFDI-HN
afdihn@fpt.vn

Appui aux éleveurs laitiers dans sept communes du district de Tien Du, Province de Bac Ninh

Les actions mises en œuvre par Afdi-Haute Normandie en collaboration avec le Vasi et l'Université Agricole de Hanoi (HAU) concernent principalement : l'appui à l'organisation de la collecte afin d'améliorer la qualité du lait et les revenus des éleveurs ; l'amélioration des bâtiments d'élevage ; la mise en place de pharmacies vétérinaires ; des expérimentations fourragères ; la formation et le conseil technique individuel ou collectif.



Contact :
Représentation GRET
gretvn@gret.org.vn

Programme Fleuve Rouge

Sur cinq sites d'intervention représentatifs des principaux agro-systèmes du bassin du fleuve rouge, le programme combine depuis 1989 des activités de recherche et de formation avec la promotion, chez les producteurs, d'innovations techniques, économiques et sociales. Les actions en cours sur les différents sites consistent en : l'expérimentation de nouvelles formes de gestion de l'eau ; la conduite de recherches sur l'organisation des filières ; la réalisation d'actions expérimentales d'intensification et de diversification de l'élevage ; la mise en place de fonds d'investissement collectifs ; la promotion de la culture du riz (recherches sur la riziculture, aménagements de rizières, etc.) ; l'introduction de nouvelles cultures et l'adaptation des systèmes de culture existants ; la préservation des espaces forestiers ; l'appui au développement d'organisations paysannes ; la recherche de modèles d'exploitation durable adaptés ; et, de manière transversale, la création de caisses locales de crédit rural.

Réduction de la malnutrition chronique infantile au Vietnam (programme Fasevie)

Contact :
Représentation GRET
gretvn@gret.org.vn

La malnutrition infantile, qui se traduit par des carences en micronutriments, est un problème de santé publique, car elle continue à toucher 34 % des enfants, avec parfois des séquelles irréversibles sur leur développement, en particulier dans les provinces les plus pauvres. Le manque d'aliments de complément à l'allaitement maternel, de qualité et à prix accessible, en est une des principales causes. Le programme Fasevie, initié en 1994 par le Gret avec la collaboration scientifique et technique de l'IRD et du NIN, vise à améliorer la situation nutritionnelle des enfants en bas âge. Il combine la création de filières de production et de commercialisation d'aliments de complément de qualité et accessibles à tous, et des actions d'éducation nutritionnelle. Le programme est mis en place en partenariat avec les acteurs locaux de la santé et de l'éducation des populations.

Organisation de la production agricole pour l'alimentation et le développement économique (Opale)

Contact :
Représentation GRET
gretvn@gret.org.vn

L'objectif global du projet est d'améliorer l'approvisionnement, en quantité et en qualité, d'unités agro-industrielles au travers de leur contractualisation avec des groupes de producteurs organisés. La première phase de mise en oeuvre a pour objectif la réalisation d'une étude prospective, dont les objectifs spécifiques sont : établir un diagnostic sur les systèmes de production agricole, réaliser un diagnostic agronomique sur les systèmes de culture, et analyser les filières de commercialisation des produits oléo-protéagineux.

Agriculture périurbaine de deux pôles secondaires au nord du Vietnam (Rurbasie)

Contact :
Représentation GRET
gretvn@gret.org.vn

Ce projet de recherche, mené en partenariat par le Gret et le Vasi, vise à évaluer l'impact du développement des centres urbains secondaires sur l'agriculture au travers de la compétition sur les ressources et la dynamique de création de nouveaux marchés. De manière spécifique, ce projet se donne trois objectifs : (i) Caractériser la compétition sur les ressources naturelles (eau et foncier) entre les activités urbaines et agricoles ; (ii) Décrire et analyser le développement des flux (services et produits de filières courtes) qui s'intensifient entre les villes et les campagnes en ceinture périurbaine ; (iii) Intégrer les résultats obtenus par le projet au sein des problématiques nationales de développement économique et d'aménagement du territoire.

Projet pilote de rénovation de l'enseignement technique dans les écoles-internats des minorités culturelles du nord Vietnam

Contact :
Bernard Protte,
représentant HI
hivietnam@hn.vnn.vn

En 2001, grâce au co-financement de la Mission de coopération non gouvernementale du Ministère des Affaires étrangères français, la représentation au Vietnam d'Handicap International a lancé en coopération avec une ONG locale - l'Association Vietnamienne pour la Promotion et le Soutien à l'Education (VIPASED dans son abréviation anglaise) - un programme pilote de 3 ans, qui consiste à soutenir l'enseignement technique dans les écoles-internats du niveau secondaire pour minorités ethniques des zones montagneuses dans deux provinces du Nord.

Depuis 2001, quatre écoles-internats des provinces de Lao Cai et Bac Kan ont ainsi pu enseigner des techniques agricoles et d'élevage, expérimenter des semences et des cultures de champignons à la fois au niveau des internats et dans les familles et villages respectifs des élèves. Ces derniers ont pu participer à des découvertes de milieu. Des visites ont été organisées dans des fermes voisines des écoles et une coopération initiée avec les services de vulgarisation agricole. Les enseignants d'autres districts ont pu bénéficier de séminaires pédagogiques et se familiariser avec de nouvelles méthodes d'enseignement et partager le nouveau matériel didactique conçu dans les quatre écoles-internats du projet. La phase pilote de ce programme doit se terminer début 2004 ; les résultats espérés et le suivi seront évalués en fonction des objectifs fixés par le gouvernement dans le plan stratégique pour l'éducation et dans la stratégie de réduction de la pauvreté et de croissance à l'horizon 2010.

Aide à l'installation pour les élèves sortant des écoles-internats au nord du Vietnam (2004-2006)

Contact :
Bernard Protte, représentant HI
hivietnam@hn.vnn.vn

Ce projet, actuellement financé par le Fonds social de développement de l'Ambassade de France pour sa phase expérimentale sur la province de Bac Kan, s'articule logiquement avec le projet pilote de rénovation technique dans les écoles internats. Il permet de procurer un coup de pouce au démarrage de micro-projets professionnels à des élèves parvenus en fin de cycle secondaire. L'objectif est d'aider les élèves sortants à identifier des approches professionnelles et économiques, afin de supporter leur famille dans des régions pauvres, montagneuses et isolées. Un apport en information et orientation professionnelle, une courte formation, ainsi que l'accès à un dispositif de micro-financement pour des projets personnels originaux montés en collaboration avec l'école, permettront de soutenir les élèves les plus défavorisés dans la réalisation d'un micro-projet générateur de revenus dans le domaine agricole, vétérinaire, mécanique et électrique ou dans des métiers d'assistance préscolaire ou aux handicapés. Quatre provinces du Nord ont été pressenties pour ce nouveau programme; il s'agit de Lao Cai et Bac Kan où Handicap International/Action Nord-Sud et leur partenaire, le Vipased/Cesema, travaillent déjà ainsi que les provinces de Cao Bang et Lai Chau.

Projet Montagnes de Phu Tho (2001 – 2003)

Contact :
Représentation VSF
vsf@fpt.vn

Mené en partenariat avec le Département Vétérinaire de la province de Phu Tho, ce projet vise à concevoir, tester, valider et diffuser un dispositif reproductible d'aide à l'installation, combinant plusieurs services financés par les éleveurs. Ces services gérés au niveau communal permettent notamment de compléter et de soulager les services publics de la vulgarisation, basés au niveau du district. Il vise également à concevoir, tester, valider et diffuser des réseaux durables et reproductibles, associant acteurs publics et privés de la santé animale, permettant (i) l'amélioration de l'accès à l'information et à la formation continue pour les praticiens para-vétérinaires ; (ii) l'amélioration de la connaissance de la situation zoonositaire.

Financements : Ministère français des Affaires étrangères, Comité Populaire de Phu Tho, donateurs privés

Appui Concerté au Développement de l'Elevage dans la province de Nghe An (2003 - 2004)

Contact :
Représentation VSF
vsf@fpt.vn

L'objectif de ce projet est de renforcer les capacités des cadres du Centre Provincial de l'Elevage, partenaire principal du projet, pour un meilleur accompagnement des éleveurs de porcs et de vaches laitières.

Financements : Conseil Général des Côtes d'Armor, Comité Populaire de Nghe An, donateurs privés.

Développement local dans le delta du Mékong

Contact :
Rep. Vietnam Plus
bkervyn@hcm.vnn.vn

L'association Vietnam Plus travaille dans les domaines suivants : mise en place de systèmes de crédit villageois, santé, hygiène, éducation, vulgarisation agricole, théâtre éducatif.



LES SOUTIENS DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DU MAAPAR

Contact :
Philippe Bourdon
philippe.bourdon@aquitaine.fr

Conseil régional d'Aquitaine

Il soutient un programme dans la province de Lao Cai visant à tester l'adaptation climatique d'espèces fruitières telles que pêcher, prunier, poirier, kaki (déjà présent), pommier, abricotier ainsi que de la vigne. Il s'agit, d'une part, de proposer aux populations rurales et montagnardes des cultures de diversification et, d'autre part, de produire sur place des fruits très présents sur les marchés locaux mais importés de Chine, d'Australie, etc. Cette action associe, du côté français, les universités de Bordeaux I et III, l'institut des sciences et techniques alimentaires (Istab) et le centre interrégional d'expérimentation arboricole (Cirea).

Contact :
Norbert Pancrazi
npancrazi-coopdec@sitec.fr

Collectivité territoriale de Corse

Elle soutient le programme de recherche sur l'amélioration des variétés d'agrumes développés au Vietnam, mené en coopération entre une station de l'Inra de Corse, une équipe du Cirad au Vietnam et la recherche fruitière vietnamienne.

En partenariat avec l'Université de Hanoi, la Corse soutient également un projet d'étude sur la valorisation des plantes aromatiques.

Enfin, en collaboration avec le Centre Inra de Corse et dans le cadre du Programme fleuve Rouge, la collectivité territoriale appuie la formation d'ingénieurs vietnamiens et la recherche dans le domaine des systèmes d'élevage porcin (province de Hai Duong) et bovin (province de Bac Kan).
Cf. Actions des organisations de solidarité internationale.

Contact :
Michèle Pasteur
pasteurmichele@cg22.fr

Conseil Général des Côtes-d'Armor

Il soutient les programmes FASEVIE et OPALE dans la province de Ha Tinh et un programme de développement de l'élevage laitier et porcin dans la province de Nghê An.
Cf. Actions des organisations de solidarité internationale.

Contact :
Angèle Ploquin
a.ploquin@touraine-dev.org

Conseil Général d'Indre-et-Loire

Il soutient la délocalisation du DESS « Productions animales, Environnement, Hygiène et Qualité » de l'Université de Tours avec l'Université d'agroforesterie de Thu Duc (Ho-Chi-Minh-Ville).
Cf. Programmes de partenariat scientifique et universitaire.

Contact :
Michel Auzié
michel.auzie@cr-mip.fr

Conseil Régional Midi-Pyrénées

Début 2003, une mission conjointe du Conseil Régional, du Maapar et de l'association sud-ouest pour le développement international agricole (Asodia) a permis d'identifier un projet pour « l'amélioration des productions agricoles et alimentaires dans des procédures de qualité au sein de filières organisées ». Ce projet doit être mis en œuvre dans le cadre d'un protocole d'accord associant les deux ministères de l'Agriculture et la Région Midi-Pyrénées. Il portera sur deux provinces : Son La en appui à la production laitière et de produits dérivés ; Can Tho pour le développement des productions fruitières.

Contact :
Anne Waxin
a.waxin@cr-ndpc.fr

Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais

Il soutient les programmes FASEVIE et OPALE (*Cf. Actions des organisations de solidarité internationale*) dans la province de Quang Nam ainsi que des projets de micro-finance et de développement de l'aquaculture dans le centre du Vietnam (Huê).

Contact :
plancoop@cr-poitou-charentes.fr

Conseil Régional de Poitou-Charentes

Il participe à la mise en place d'une démarche qualité pour la filière pêche et aquaculture. Ce projet est mené en partenariat avec l'institut Régional de la Qualité Agroalimentaire (IRQUA), le Centre Régional d'Expérimentation et d'Application Aquacole (CREAA) côté français, et l'Association Vietnamiennne des Exportateurs et Producteurs de Produits de la Mer (Vasep).

Contact :

plancoop@cr-poitou-charentes.fr

Conseil Régional Rhône-Alpes

Il soutient un programme d'appui et d'échanges pour la structuration de la filière fruitière dans la province de Can Tho. Ce programme associe les professionnels du secteur fruitier de la région Rhône-Alpes (coopérative Chabanel), les producteurs fruitiers de la province de Can Tho, les autres acteurs de la filière et les services provinciaux de l'agriculture.

La région Rhône-Alpes soutient par ailleurs un programme de développement laitier dans la province de Dong Nai. Ce programme a démarré en 1998 par des formations de vétérinaires praticiens spécialisés, privés et publics, et de responsables des structures d'élevage (partenariat entre l'association Coopération et Echange Vétérinaire Est-Ouest, et la faculté vétérinaire de l'université de Thu Duc). Depuis 3 ans, ce programme soutient la mise en place d'un cabinet vétérinaire de référence dans la province de Dong Nai qui permet de garantir un développement durable de la production laitière pour l'approvisionnement des marchés urbains, notamment celui de Ho-Chi-Minh-Ville.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales (Maapar)

Contact :

Andrée Pasternak
andree.pasternak@agriculture.gouv.fr

Le Maapar soutient un programme de coopération franco-vietnamienne dans le domaine des Indications Géographiques et de la lutte contre les contrefaçons, mis en oeuvre par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC). Ce programme a permis la mise en place d'un système de reconnaissance et de contrôle d'Indications Géographiques vietnamiennes et étrangères sur le territoire vietnamien et soutient la reconnaissance future d'Appellations d'Origine vietnamiennes en Union Européenne.

Le Maapar est également associé à l'action de la Région Midi-Pyrénées (*Cf. supra*).



LISTE ALPHABÉTIQUE DES SIGLES DES PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AU VIETNAM

AFD	Agence française de développement
AFDI-HN	Agriculteurs français et développement international – Haute Normandie
AGI	Institut de génétique agricole
ASODIA	Association sud-ouest pour le développement international agricole
AVRDC	Centre asiatique de recherche et développement sur les légumes
BNIC	Bureau national interprofessionnel du Cognac
CEVEO	Coopération et échange vétérinaire est-ouest
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CIREA	Centre interrégional d'expérimentation arboricole
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNSNT	Centre national des sciences naturelles et technologiques
CNSSH	Centre national des sciences sociales et humaines
CREAA	Centre régional d'expérimentation et d'application aquacole (Poitou-Charentes)
ENGREF	Ecole nationale du génie rurale, des eaux et des forêts
ENSIA-SIARC	Section industries agro-alimentaires des régions chaudes de l'Ecole nationale supérieure des industries agro-alimentaires
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
GERUCO	Compagnie générale du caoutchouc
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
HAU	Université agricole de Hanoi
HI-ANS	Handicap international – Action nord-sud
ICARD	Centre d'Information sur l'agriculture et le développement rural
INA-PG	Institut national agronomique Paris-Grignon
INRA	Institut national de recherche agronomique
IRD	Institut de recherche pour le développement
IRQUA	Institut régional de la qualité agroalimentaire (Poitou-Charentes)
IRRI	Institut international de recherche sur le riz
ISTAB	Institut des sciences et techniques alimentaires de Bordeaux
IWMI	Institut international pour la gestion de l'eau
MAAPAR	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales
MAE	Ministère des affaires étrangères
MARD	Ministère de l'agriculture et du développement rural
ME	Mission économique de l'Ambassade de France
NIAH	Institut national d'élevage
NIN	Institut national de la nutrition
NIPP	Institut national pour la protection des plantes
NISF	Institut national des sols et fertilisants
NIVR	Institut national de recherche vétérinaire
SCAC	Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France
SOFRI	Institut de recherche fruitière du Sud du Vietnam
TANISUGAR	Compagnie sucrière de la province de Tai Ninh
VASEP	Association vietnamienne des exportateurs et producteurs de produits de la mer
VASI	Institut des sciences agronomiques du Vietnam
VBARD	Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural
VCC	Compagnie vietnamienne du coton
VICOFA	Association vietnamienne du café
VINACAFE	Compagnie vietnamienne du café
VIPASED	Association vietnamienne pour la promotion et le soutien à l'éducation
VP	Vietnam plus
VSF	Vétérinaires sans frontières

PUBLICATIONS RÉCENTES

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Paule Moustier, Dao The Anh, Muriel Figuié	<i>Les changements du secteur alimentaire au Vietnam. Un état des lieux stratégique.</i> Cirad-Malica. Ambassade de France en République Socialiste du Vietnam. Hanoi. Fr 105 p. (à paraître)
Collectif	<i>Actes du colloque « Des approches innovantes au service du développement agricole » organisé à Hanoi du 23 au 27/09/02 par les partenaires du projet Paopa.</i> Cahiers de la Coopération française au Vietnam. Ambassade de France en République Socialiste du Vietnam. Hanoi. Fr et Vn. (à paraître)
Collectif	<i>Les productions animales au Vietnam – prospective 2010.</i> Plaque de synthèse et d'orientation stratégique. PRISE publications. Hanoi. Fr, Vn et En, 12 p. (2003)
Dao The Anh	<i>Les réformes socio-économiques et l'adaptation des choix d'activités des ménages ruraux dans le delta du fleuve Rouge.</i> Mémoire de thèse de doctorat, Ensa Montpellier. Programme Fleuve Rouge. Fr (2003)
Pascal Bergeret	<i>Paysans, Etats et marché au Vietnam. Dix ans de coopération agricole dans le bassin du fleuve Rouge.</i> Préface de Bertrand Hervieu. Gret – Karthala. Paris. Fr, 291 p. (2002)
Collectif	<i>Des approches innovantes au service du développement agricole</i> (recueil des posters présentés pendant le colloque éponyme en septembre 2002). Maison d'Édition de l'Agriculture. Hanoi. Fr, En, et Vn, 67 p. (2002)
Jean-Christophe Castella, Dang Dinh Quang (Eds)	<i>Doi Moi in the Mountains: Land use changes and farmers' livelihood strategies in Bac Kan Province.</i> IRD/IRRI/Vasi, Agricultural Publishing House. Hanoi. En et Vn, 283 p. (2002)
Fanny Quertamps, Hubert de Bon, Nicolas Beaudoin (Eds)	<i>Le développement périurbain à Hanoi. Nouveaux enjeux.</i> Cahiers de la Coopération française au Vietnam. Ambassade de France en République Socialiste du Vietnam. Hanoi. Fr et Vn, 138 p. (2002)
Dang The Phong	<i>Caractérisation et modélisation du fonctionnement du système hydraulique dans le delta du fleuve Rouge. Cas du polder de Bac Hung Hai.</i> Mémoire de thèse de doctorat, Engref Montpellier. Programme Fleuve Rouge. Fr (2002)
Jean-Marie Cour	<i>Migrations, urbanisation et transformation du monde rural au Vietnam.</i> Ministères des Affaires étrangères, ISTED. Paris. Fr, 43 p. (2001)
Jean-Philippe Fontenelle, Dao The Anh, Pierre Defourny, Dao The Tuan (Eds)	<i>Atlas of the Bac Hung Hai Polder. Irrigation and drainage management and agricultural diversification in the Bac Hung Hai Primary Unit, Red River Delta, Vietnam.</i> Gret- Vasi – Agricultural Publishing House. Hanoi. En et Vn, 58 p. (2001)
Christophe Gironde	<i>Réhabilitation et transformations de l'économie familiale au Nord-Vietnam.</i> Thèse de doctorat. Institut universitaire d'étude du développement. Genève. Fr (2001)



Jean-François Lecoq

Libéralisation économique au Vietnam, intensification rizicole, et diversification. Cas de la région de O Môn (delta du Mékong). Mémoire de thèse de doctorat, INA Paris-Grignon. Fr (2001)

Collectif

L'agriculture et la paysannerie vietnamiennes. Actes des communications du séminaire éponyme du 27 février 1999 à Paris. Association d'amitié franco-vietnamienne. L'harmattan, Paris. Fr, 182 p. (2000)

Programme Fleuve Rouge

Recherche et développement de l'agriculture en zone de montagne. Gret- Vasi – Maison d'Édition de l'Agriculture. Hanoi. Hanoi. Vn, 135 p. (2000)

Collectif

Appui à l'organisation de la production agricole dans le Nord du Vietnam. Actes du séminaire organisé à Hanoi du 11 au 13 octobre 1999. Maison d'Édition de l'Agriculture. Hanoi. Fr et Vn, 388 p. (1999)

ETUDES SECTORIELLES

BDPA, Dagrís, Agropol, Crad

Étude sectorielle des huiles végétales au Vietnam – Vocarimex - Agence Française de Développement. Hanoi. Fr-Vn, 1 volume, 150 p. + annexes (2003)

Collectif

Actes de l'atelier « Les productions animales au Vietnam » organisé à Hanoi les 25 et 26 octobre 2002. PRISE publications. Hanoi, En. (2003)

Collectif

Préservation et exploitation des ressources génétiques pour le développement d'une agrumiculture durable au Vietnam. Actes du séminaire à Hanoi le 24 février 2003. Collectivité territoriale de Corse, Cirad, Inra, NIPP, Vasi, AGI, Sofri. Hanoi, Fr, En et Vn, 138 p. + annexes (2003)

Vu Trong Binh

La qualité des porcs, facteur d'organisation des producteurs dans le delta du fleuve Rouge. Mémoire de thèse de doctorat, INA Paris-Grignon. Programme Fleuve Rouge. Fr, 300 p. (2002)

Robert Hirsch

L'hévéaculture vietnamienne ; une réussite à confirmer. Agence Française de Développement. Fr, 15 p. + annexes (2001)

SATEC-CCIT

Étude sectorielle post-récolte du riz dans le delta du Mékong. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Agence Française de Développement. Hanoi. Fr, 3 volumes, 125 p. + annexes (2000)

Frédéric Fortunel

Le café au Vietnam, de la colonisation à l'essor d'un grand pays. L'harmattan, Collection Points sur l'Asie. Paris. Fr, 172 p. (2000)

Sophie Franchette

Le secteur forestier au Vietnam. Stage de 2e année au Cerdi. Agence Française de Développement. Hanoi. Fr, 38 p. + annexes (2000)

Katell Le Goulven

Dispositifs institutionnels et intégration des marchés. La commercialisation du porc au Vietnam. Thèse de doctorat. ENSAM, INA-ESR, Montpellier. Fr, 400 p. (2000)

Ersuc

Étude du secteur sucrier vietnamien à l'horizon 2010 – 2020. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Agence Française de Développement. Hanoi. Fr, 2 volumes, 194 p. (1999)

LES CAHIERS DE LA COOPERATION FRANCAISE AU VIETNAM

DEJA PARUS

- n°1-2002 - La coopération française au Vietnam
- n°2-2002 - Formation et enseignement supérieurs au Vietnam
- n°3-2002 - Rapport d'activités 2001 du Centre culturel et de coopération de l'Ambassade de France au Vietnam
- n°4-2002 - Coopération française dans le domaine des formations au Vietnam
- n°5-2002 - Le développement périurbain à Hanoi, nouveaux enjeux
- n°6-2002 - La cité sino-vietnamienne
- n°7-2002 - Quelle politique d'innovation pour le Vietnam ?
- n°8-2002 - La coopération française dans le domaine de la santé au Vietnam
- n°9-2002 - Action de la France pour le développement urbain au Vietnam
- n°1-2003 - L'action de la France dans le domaine de la formation des ressources humaines
- n°2-2003 - Rapport d'activité 2002 - SCAC - Ambassade de France au Vietnam
- n°3-2003 - La France et la langue française au Vietnam
- n°4-2003 - La coopération franco-vietnamienne - Faits et chiffres
- n°5-2003 - L'action des collectivités locales

A PARAITRE EN 2003

- L'action de la France dans les domaines de l'environnement, de l'eau et de l'énergie
- L'action de la France pour l'appui à la transition économique et politique
- L'action de la France pour la recherche scientifique
- L'action de la France dans le domaine culturel

VIETNAM



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France en République Socialiste du Vietnam
57, Tran Hung Dao - Hanoi - Tél.: 943 77 19 - www.ambafrance-vn.org
